

LE DEVOIR

Vol. C N° 160

LE LUNDI 20 JUILLET 2009

1,10\$ + TAXES = 1,25\$



REUTERS

Les astronautes canadiens Julie Payette et Robert Thirsk lors de leur conférence de presse, retransmise depuis la Station spatiale.

En direct de l'espace

Julie Payette et Robert Thirsk répondent aux questions du ministre Goodyear

AMÉLIE DAoust-BOISVERT

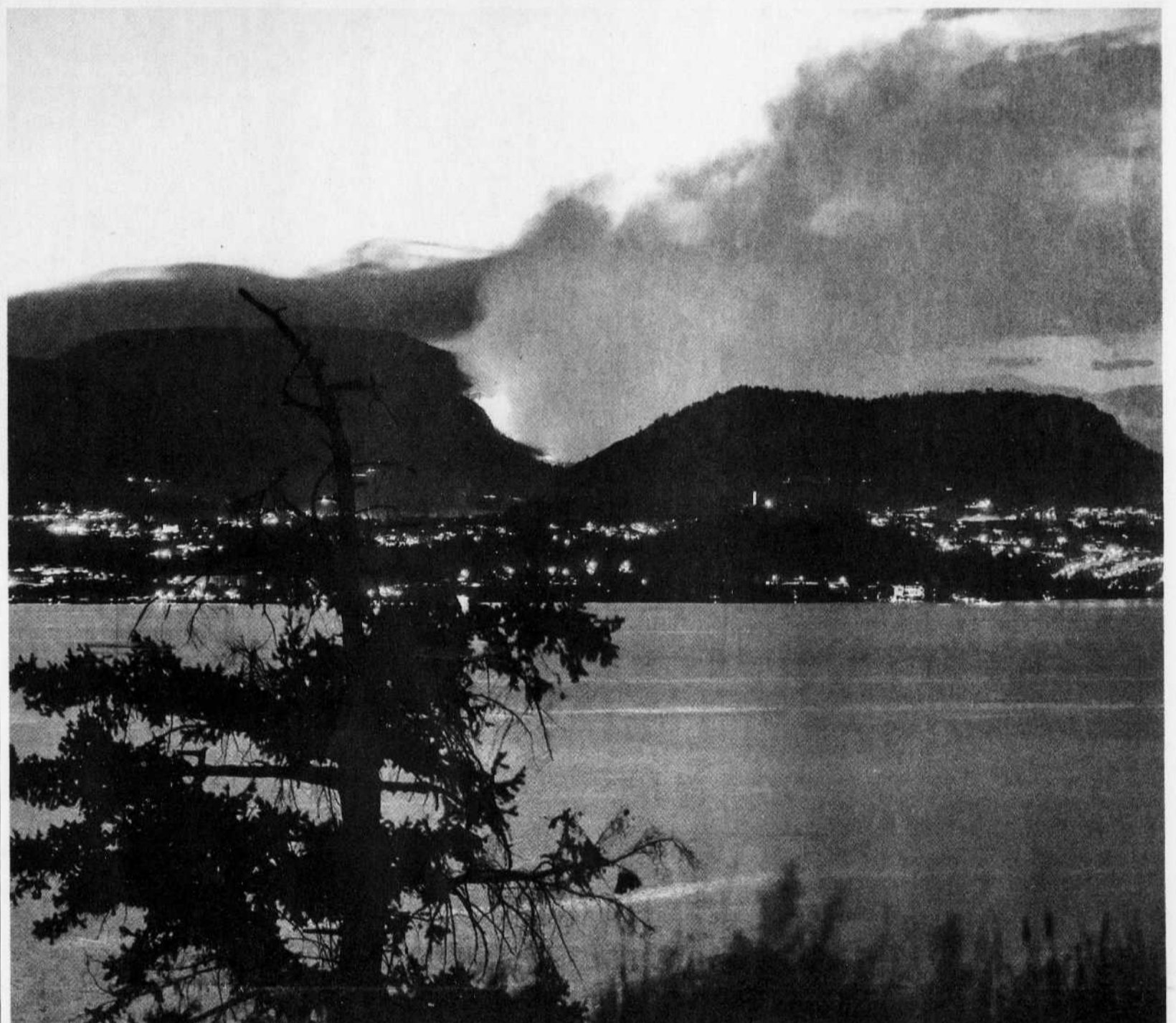
Qu'as-tu fait au travail aujourd'hui? Banale, la question, posée hier à l'astronaute canadienne Julie Payette et à son collègue Robert Thirsk? Pas quand ils répondent en direct de la Station spatiale internationale, lors de leur première apparition publique de l'espace, que *Le Devoir* a suivi sur le Web.

Julie Payette a rejoint Robert Thirsk vendredi à la Station spatiale internationale. Deux Canadiens se retrouvent donc en même temps dans l'espace, une première. «C'est l'appel le plus interurbain que j'ai fait de ma vie», a lancé au duo, depuis l'Agence spatiale canadienne à Longueuil, le ministre d'État canadien des Sciences et de la Technologie, Gary Goodyear.

«Aujourd'hui, nous avons sorti des pièces de la soute de la navette pour les installer dans la station.

VOIR PAGE A 8: ASTRONAUTES

LE BRASIER ENCERCLE KELOWNA



ANDY CLARK REUTERS

UN FOYER d'incendie fait rage sur les hauteurs de Kelowna, en Colombie-Britannique, et a forcé l'évacuation d'environ 11 000 personnes. De plus, 6000 personnes sont en état d'alerte en vue d'une éventuelle évacuation. Selon les prévisions météorologiques, le temps devrait être chaud dans la région de Kelowna au cours des prochains jours, rien pour faciliter le travail des sapeurs. Les vents, qui changent rapidement de direction, donnent aussi des maux de tête aux pompiers. Le ministre des Forêts de la Colombie-Britannique, Pat Bell, a en outre déclaré que le feu avait le potentiel d'être plus ravageur que celui de 2003, qui avait détruit 200 maisons. L'actuel brasier survient en effet dans un secteur plus densément peuplé. L'incendie pourrait être d'origine humaine, puisqu'il n'y a pas eu d'éclairs ni de foudre au cours des derniers jours. Nos informations en page A 3.

ARTURO GATTI

Salut à l'homme, au boxeur et à l'idole

Proches, amis et amateurs pleurent la fin tragique du Montréalais

■ À lire en page A 2

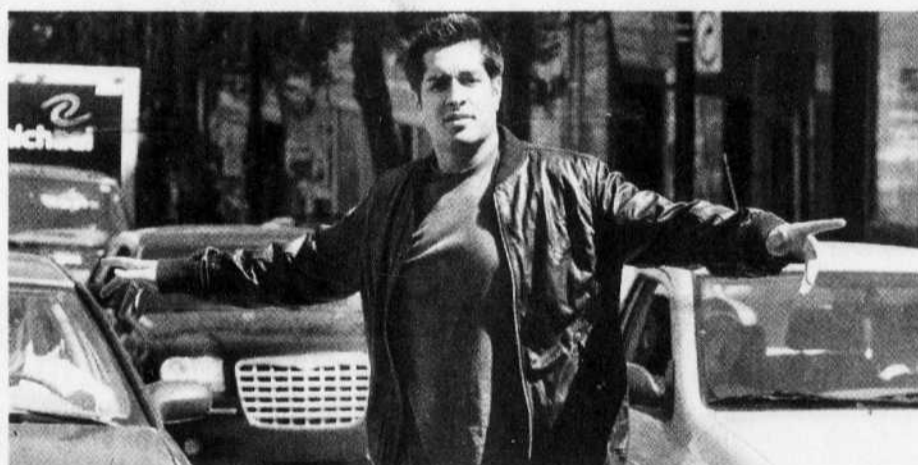


PATRICK HERTZOG AGENCE FRANCE-PRESSE

TOUR DE FRANCE

Contador conquiert la montagne, Armstrong à ses trousses

■ À lire en page B 4



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Sugar Sammy se trouve à la croisée de trois cultures et de quatre langues... et a choisi de s'en servir pour faire rire.

L'ENTREVUE

Sugar Sammy: l'humoriste de la loi 101

C'est la consécration mondiale dans la plus grande discrétion. L'an dernier, l'humoriste montréalais Sugar Sammy a fait plusieurs fois le tour de la planète pour y répandre son comique caustique et exposer son regard cinglant et amusé sur le monde. Souvent en anglais, parfois en hindi et en punjabi, deux langues indiennes, quelquefois en français. Parce qu'il faut bien vivre avec son temps.

FABIEN DEGLISE

Oui. Pur produit de son époque, Sugar Sammy, né de parents indiens dans le quartier montréalais de Côtés-des-Neiges il y a 33 ans, a le goût du voyage, la curiosité du monde et le passeport canadien débordant d'estampes. Une congestion de visas qu'il doit d'ailleurs en partie à Internet, espace qui a fortement contribué à sa popularité globalisante depuis 2005 — «90 % de mes engagements passent par là», dit-il —, mais surtout «aux chicanes linguistiques» des dernières années au Québec et «aux politiques qui ont encouragé le multiculturalisme» à la canadienne, lance-t-il sérieusement, assis sur la terrasse d'un troquet de la rue Saint-Laurent.

«Je suis le fruit de toutes les disputes des années 80», dit Sugar Sammy, que l'état civil ne reconnaît que sous le nom Samir Khullar. «Si j'étais né aux États-Unis, je ne parlerais qu'anglais et hindi. Je ne serais pas devenu celui que je suis aujourd'hui...» un humoriste en forte demande, à la croisée de trois cultures et de quatre langues, à l'identité complexe mais assumée et qui, loin de s'en plaindre, a plutôt décidé de s'en servir pour décrire les zygomatiques de la planète, tout en faisant de l'avion son principal mode de transport.

«J'ai de la chance, poursuit-il. Je suis né au bon endroit, au bon moment.»

L'artiste a du bagout, le charme incrusté dans le sourire et surtout un regard

VOIR PAGE A 8: SAMMY

Un peintre dans le siècle

Le Centre Pompidou présente la première rétrospective de Kandinsky depuis 25 ans

CHRISTIAN RIOUX

Paris — Kandinsky et l'abstraction, les deux noms sont indissociables. Pendant longtemps, les critiques ont surtout voulu voir dans cet artiste né à Moscou en 1866 et mort à Paris en 1944 le véritable père de la peinture abstraite. Pourtant, Kandinsky n'aimait pas ces étiquettes que les critiques lui ont accolées. La rétrospective que présente le Centre Pompidou à Paris jusqu'à la mi-août est non seulement la première réalisée depuis un quart de siècle, mais elle veut surtout montrer que Kandinsky est un artiste à part entière, dont l'intérêt est loin de se résumer au rôle qu'il a joué dans l'apparition de l'abstraction.

La centaine d'œuvres magistrales réunies par le commissaire Christian Derouet permet au visiteur de se laisser tout simplement porter par la chronologie et la géographie. On assistera donc à la lente évolution de l'œuvre d'un amoureux des couleurs et des formes, pour qui la peinture était intimement liée à la musique. On suivra aussi les nombreux déplacements de Kandinsky à travers l'Europe. Car Kandinsky est un Européen avant la lettre qui voyagea tant par choix personnel que parce qu'il fut régulièrement forcé à l'exil.

Une Russie mythique

Ce fils d'une famille russe fortunée a déjà près de 40 ans lorsqu'il abandonne une carrière de professeur de droit pour se consacrer à la peinture. Il voyage alors dans toute l'Europe et s'arrête pendant une longue période à Paris, où il découvre Cézanne, Matisse et Picasso. Les œuvres qu'il peint alors offrent l'image d'une Russie mythique et idéalisée. On aurait tort de passer trop rapidement sur cette époque où s'affirme déjà un artiste majeur. L'exposition s'ouvre sur la très belle *Montagne bleue*, où des cavaliers s'élancent à la conquête des sommets.

VOIR PAGE A 8: KANDINSKY

INDEX

Annances.....	B 6	Météo.....	B 5
Avis publics..	B 2	Monde.....	B 1
Culture.....	B 8	Mots croisés..	B 5
Décès.....	B 6	Religions.....	B 6
Économie.....	A 5	Sudoku.....	B 2
Éditorial.....	A 6	Télévision.....	B 7
Idées.....	A 7		



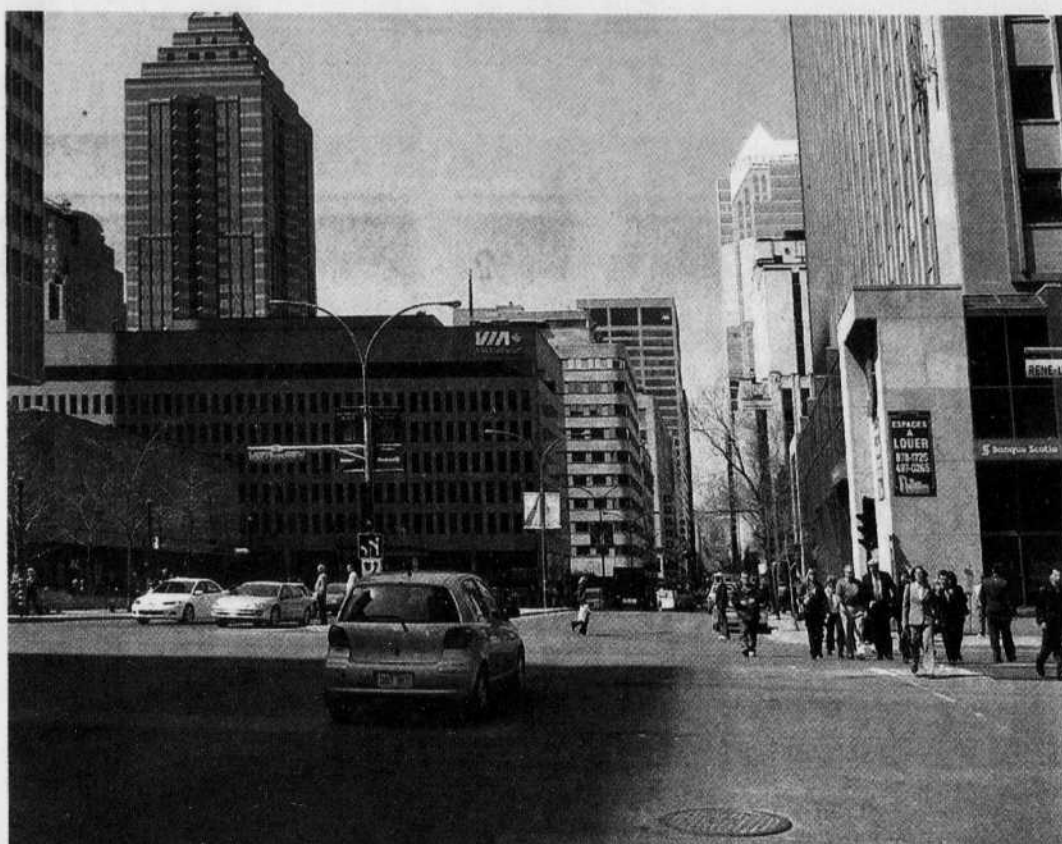
7 75313 02380 6

MONTRÉAL AVANT-APRÈS

Quartier des spectacles en émergence, CHUM à édifier, échangeur Turcot à reconstruire, campus de Concordia redéployé, carrefour du Parc-des Pins enfin redessiné... Les projets qui refaçonnent le visage de Montréal ne manquent pas ces jours-ci. Mais, à toutes les époques, la ville s'est bâtie et rebâtie, faisant disparaître, bouger ou apparaître des repères visuels qui marqueront leur époque. Tous les lundis de l'été, un petit voyage photographique dans le passé vous en fera la démonstration.



BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC - DIRECTION DU CENTRE D'ARCHIVES DE MONTRÉAL
Vues de Montréal: la rue University, au nord du boulevard Dorchester, Gabor Szilasi, 1960. Série Office du film du Québec, E6, S7, SS1, P227448.



Présentement occupé par la Place Ville-Marie, le site fait désormais partie intégrante du paysage montréalais, et sa construction aura marqué à jamais la symbolique du progrès.

Le club St-James ou le progrès incarné

La construction de la Place Ville-Marie aura entraîné la démolition d'un club ayant marqué le début d'une ère de changements au centre-ville

Le terrain situé à l'intersection nord-ouest du boulevard René-Lévesque et de la rue University est reconstruit depuis près de 50 ans comme le point central du Montréal souterrain. Exemple percutant de l'ascension de la ville à l'ère de la modernité, la construction de la Place Ville-Marie aura malheureusement entraîné la démolition du Club St-James, un édifice qui aura lui aussi représenté, lors de sa construction, le début d'une ère de changements.

GUILLAUME SAINT-JEAN

Le 14 juillet 1857, le St. James Club of Montreal, un club privé destiné à l'élite montréalaise, ouvrait ses portes dans un immeuble du Vieux-Montréal, sur la rue Saint-Jacques. Ses membres fondateurs étaient des hommes

d'affaires anglophones ayant eu un rôle d'importance dans le développement de la ville, tels que John Redpath et Peter McGill, et l'endroit se voulait d'abord un lieu de rassemblement, d'affaires et de divertissement, selon la tradition britannique.

La notoriété de cet établissement de prestige grandit rapide-

ment, à un point tel que sept ans après son ouverture, l'édifice de la rue Saint-Jacques était devenu trop exigü. Un nouvel immeuble, conçu cette fois selon les plans de l'architecte John William Hopkins, fut donc inauguré en 1864, à l'angle des rues University et Dorchester (l'actuel boulevard René-Lévesque).

Beaucoup plus prestigieux que le précédent, le nouvel édifice de briques rouges et de pierres calcaires était également orné de moulures décoratives de pierre importées d'Ohio. L'intérieur, représentant l'opulence du style de l'époque, était garni de riches boiseries tandis qu'au sol, une mosaïque à l'effigie du

club accueillait le visiteur dès son entrée dans le hall. Parmi les pièces destinées aux membres, on trouvait entre autres un bar, une bibliothèque, une salle à manger, une salle de

Un nouvel immeuble, conçu selon les plans de l'architecte John William Hopkins, fut inauguré en 1864

billard, un fumoir ainsi qu'une salle de jeux de cartes.

Vers la fin du 19^e siècle, le club, autrefois situé en retrait du centre-ville, se trouvait désormais en plein cœur du nouveau quartier des affaires, alors

en pleine expansion. Gagnant en popularité, le nombre de membres atteignait plus de 600 membres en 1896.

Plusieurs décennies plus tard, alors que le deuxième centre-ville était bel et bien implanté, les administrateurs du club reçurent en 1958 un avis d'expropriation

de la Ville de Montréal. Désireuse d'élargir le boulevard et la rue University afin d'entreprendre par la suite la construction de la Place Ville-Marie, la ville jugea nécessaire de faire disparaître l'édifice presque centenaire.

Après avoir choisi un nouveau terrain de l'autre côté de la rue et tenu un dîner officiel afin de célébrer sa fermeture, le club déménagea dans ses nouveaux locaux, juste en face, à l'angle de la rue Union et du boulevard Dorchester, tandis que la ville procédait à la démolition de l'édifice victorien, le 10 juin 1961.

Aujourd'hui remplacé par une place publique et par des voies de circulations, le site, qui est également occupé par la Place Ville-Marie, fait désormais partie intégrante du paysage montréalais, et sa construction aura marqué à jamais la symbolique du progrès.

Collaboration spéciale

LES ACTUALITÉS

EN BREF

La survie des abattoirs canadiens serait menacée

Québec — La réglementation fédérale exigeant la mise au rancart des tissus potentiellement porteurs de la maladie de la vache folle compromet la viabilité des abattoirs de bovins canadiens. Le seul encore ouvert au Québec accuse des pertes de cinq millions par année. S'il devait fermer, les bovins québécois prendraient majoritairement la route des États-Unis, où les contrôles sont beaucoup moins rigoureux. Les états financiers de l'abattoir Colbex-Levinoff, propriété de l'Union des producteurs agricoles (UPA), sont écrits à l'encre rouge depuis 2007, année où les nouvelles règles de gestion des matières à risque spécifiées (MRS) sont entrées en vigueur. Cela a entraîné une augmentation des coûts pour les abattoirs et les éleveurs, refilée en partie aux producteurs de bovins et aux consommateurs. — *La Presse canadienne*

MONTRÉAL-NORD

Salut à l'homme, au boxeur et à l'idole

Proches, amis et amateurs pleurent la fin tragique d'Arturo Gatti

AMÉLIE DAOUST-BOISVERT

Le 28 juin 1994, le jeune boxeur Arturo Gatti gagnait son premier titre professionnel. Il devient champion junior USBA poids super-plume.

La large ceinture de cette époque, sur laquelle sont gravés les chiffres en or de l'année chanceuse, ornait hier une couronne de fleurs blanches audessus d'un cercueil fermé, dans un complexe funéraire de Montréal-Nord. En lettres de fleurs rouges: «Thunder». Arturo Gatti, 37 ans, est mort sans avertissement. Il a été retrouvé la semaine dernière dans une chambre d'hôtel d'une station balnéaire, au Brésil. Des vacances avec sa femme et son fils qui ont pris des allures de cauchemar.

Hier, Montréal-Nord a rendu hommage au champion revenu pour une dernière fois

dans le quartier de son enfance, lui qui l'avait quitté pour le New Jersey en 1991. Amateurs, anciens collègues de classe et voisins, sur toutes les lèvres, une question: a-t-il vraiment pu se suicider? Une

«Arturo c'était le cœur, le courage, la ténacité», résume Jean-Pierre Quintal. «Tous ses combats étaient de grands combats».

thèse toujours envisagée par la police brésilienne, qui détient la seconde épouse du boxeur, Amanda Rodrigues, 23 ans. Elle pourrait répondre à des accusations de meurtre, pour avoir étranglé Gatti à l'aide de la courroie de son sac à main alors qu'il était endormi et présumément ivre. L'avocat de Rodrigues a dit à un journal bré-

silien que sa cliente était trop «fragile, jeune et menue pour tuer un champion de boxe».

Dans les derniers jours, proches et amis ont décrit la relation des parents d'un bébé de 10 mois comme tumultueuse. Hier, pour certains, c'était la tristesse.

Pour d'autres, la colère. «C'est elle, il ne se serait jamais tué. Je le sais, c'est mon ami», a lancé avec émotion un ami proche du boxeur avant de s'engouffrer dans le complexe funéraire. Le *Jornal do Comercio* a écrit samedi que le rapport d'autopsie mentionne que le corps de Gatti avait été «suspendu et pendu, indiquant qu'il aurait pu se suicider». Le document ajoute que la chute du corps pourrait expliquer les blessures au cuir chevelu. Une porte-parole du bureau du coronar a re-

fusé de confirmer cette information. La mère du boxeur, Ida, a rejeté d'emblée la possibilité que son fils se soit suicidé, en entrevue au *Journal de Montréal*.

Otis Grant, Jean Pascal, Alain Bonnami, Joachim Alcine: des champions venus dire au revoir à une idole, à un ami. «C'est une dure journée», de résumer Grant. «Il n'a même pas eu le temps de profiter des sacrifices faits pendant sa carrière», d'ajouter Alcine. En effet, Gatti avait pris sa retraite il y a deux ans seulement. Mickey Ward l'a affronté trois fois. «Irish» contre «Thunder», des combats devenus des classiques pour les fans. Hier, «tristesse» est le seul mot qu'il avait pour décrire le choc devant la mort de son ancien adversaire, devenu un ami.

Les amateurs rassemblés au complexe funéraire étaient bouleversés par la disparition de leur idole, un des «grands».

«C'est comme si un de mes fils était mort», a confié avec émotion Salomon Kaspary. L'amateur suivait sa carrière depuis les débuts. Après une joute à Atlantic City, il lui avait serré la main à la sortie d'un combat gravé dans sa mémoire: «Je lui ai dit que je l'aimais quand il est sorti du ring», se rappelle le sexagénaire. «Arturo, c'était le cœur, le courage, la ténacité», résume Jean-Pierre Quintal, en remémorant les issues et des dates de nombreux combats. «Tous ses combats étaient de grands combats.»

La famille, digne et grave, a reçu les condoléances, nombreuses. Après plusieurs jours de couverture médiatique, elle est restée muette pour vivre son deuil. Les obsèques auront lieu aujourd'hui, à l'église Notre-Dame de la Défense, dans la Petite-Italie.

Le Devoir



UN BLOGUE COLLECTIF
DES JOURNALISTES DU DEVOIR
CARNETSDUDEVOIR.COM

ACTUALITÉS



Des hélicoptères, des avions-citernes et des pompiers de Kelowna, de Summerland, de Pentiction et du service responsable de lutte aux incendies de forêt en Colombie-Britannique ont combattu les flammes sans relâche, hier.

ANDY CLARK REUTERS

Feux de forêts

Le brasier encercle Kelowna

Le nombre d'évacuations continue d'augmenter dans la région: 11 000 personnes ont fui leur résidence et 6000 autres sont en état d'alerte

SUNNY DHILLON

Kelowna, C.-B. — Le nombre d'évacuations ne cesse d'augmenter dans la région de Kelowna, en Colombie-Britannique, en raison d'un violent incendie de forêt qui continuait de faire rage hier.

Selon les autorités, environ 11 000 personnes habitant 6500 maisons ont dû être évacuées. De plus, 6000 personnes sont en état d'alerte en raison d'une éventuelle évacuation, selon les dernières données transmises par la porte-parole du service responsable de la lutte aux feux de forêt en Colombie-Britannique, Jeanne Rucker. Neuf immeubles, dont trois maisons, ont été détruits.

On ne sait pas durant combien de temps ces gens ne pourront réintégrer leur domicile, mais Mme Rucker était optimiste, hier après-midi. Selon elle, la situation semblait «considérablement meilleure». Les vents avaient cessé de souffler et le feu se dirigeait vers le lac Okanagan.

Mais le mercure devait à nouveau monter, aujourd'hui et demain, et l'on ne prévoyait pas de pluie. Les autorités de la santé de la province ont également commencé à se préoccuper de la qualité de l'air. Le maire de West Kelowna figure parmi les personnes évacuées. Il a déclaré que sa famille et lui s'étaient inscrits au centre d'urgence.

Il a ajouté qu'il ignorait si sa maison avait été ravagée par les flammes.

Par ailleurs, d'autres personnes ont refusé de se soumettre à l'ordre d'évacuation. C'est le cas de Brante Farrell, qui s'est procuré un masque à gaz et qui a mis en marche son système de gicleurs. «Le danger semble vraiment éloigné», a confié l'homme de 25 ans en entrevue téléphonique.

Le ministre responsable des Forêts de la Colombie-Britannique, Pat Bell, n'avait pas de félicitations à faire à ceux qui refusaient de quitter leur maison. Mais la GRC a indiqué qu'il y avait peu de personnes qui, comme Brante Farrell, refusaient d'être évacuées.

Un homme rencontré au centre d'évacuation semblait moins téméraire. «C'est très effrayant, a raconté Wilf Carey. Nous avons seulement ramassé nos choses et nous sommes partis.» Mais un bénévole a précisé que la plupart des gens semblaient calmes.

Hier, des hélicoptères, des avions-citernes et des pompiers de Kelowna, de Summerland, de Pentiction et du service responsable de lutte aux incendies de forêt en Colombie-Britannique combattaient les flammes, qui s'étaient étalées sur 3,5 km², près de Glenrosa.

Les causes de l'incendie demeurent incon-

nues. L'adjoint du chef des pompiers, Lou Wide, s'est dit certain que la foudre n'avait pas provoqué ce feu important. Et selon l'agent de la Gendarmerie royale du Canada (GRC), Dan Moskaluk, aucune maison évacuée n'a été pillée.

Un deuxième incendie a éclaté près de Rose Valley Reservoir et un troisième s'est déclaré plus au nord de Fintry.

Le Québec épargné

Les averses régulières tombées depuis le début de l'été au Québec pourraient faire de l'été 2009 l'un des moins dévastateurs pour nos forêts. Selon Eloïse Richard, de la Société de protection des forêts contre le feu (SOPFEU), aucun feu de forêt n'est en ce moment en activité dans la province.

En moyenne, au cours de 10 dernières années, quelque 450 feux ont embrasé environ 95 000 hectares de forêts chaque année. Cette année, 368 feux ont éclaté depuis le début de l'été et ont affecté 20 000 hectares de forêts. Eloïse Richard souligne toutefois qu'il ne faut que quelques journées de grand ensoleillement pour que le danger d'inflammabilité augmente rapidement.

La Presse canadienne

Le Devoir

Théâtre Sainte-Catherine

«101 au 401»

Une trentaine de personnes dénoncent le «Go fuck yourself» lancé la semaine dernière par Eric Amber à une troupe de théâtre qui réclamait des informations en français

MARCO BÉLAIR-CIRINO

Piqués au vif par les propos du propriétaire du Théâtre Sainte-Catherine, Eric Amber, qui a lancé «Go Fuck Yourself» à la troupe de théâtre trifluvienne Les Sages fous, une trentaine de personnes ont manifesté hier, à l'invitation des Jeunes Patriotes du Québec, devant l'établissement érigé entre les rues Sainte-Elisabeth et Sanguinet, à Montréal.

«Montréal en français», «101 au 401 [rue Sainte-Catherine]», «Eric Amber, raciste», scandaient-ils tout en brandissant des drapeaux des patriotes et des fleurdelisés.

Plus tôt cette semaine, Jacob Brindamour, de la troupe de théâtre Les Sages Fous, souhaitait mettre la main sur des informations en français à propos des spectacles présentés dans le cadre du festival multidisciplinaire Zoofest. «You obviously can't read in english because you are an uneducated bigot. Est-ce que [sic] vous comprenez l'expression anglophone: Go Fuck Yourself?», avait alors répliqué au Théâtre Sainte-Catherine, par courriel, le directeur du Théâtre Sainte-Catherine, Eric Amber.

La direction du Théâtre Sainte-Catherine a aussi enguirlandé des spectateurs éventuels qui déploraient que la programmation du diffuseur soit exclusivement en anglais, à l'occasion d'un festival pourtant bilingue et encadré par Juste pour rire.

L'attitude de M. Amber n'est qu'un exemple parmi bien d'autres, selon les Jeunes patriotes du Québec. «On voit une plus grande arrogance de la part des anglophones. Ils sont très à l'aise avec l'anglais au Québec, et ils l'imposent à tout le monde»,



Les manifestants se sont rassemblés hier, à l'invitation des Jeunes Patriotes du Québec.

PEDRO RUIZ LE DEVOIR

a fait remarquer André Forget. Le Jeune Patriote estime que les mesures du gouvernement de Jean Charest pour promouvoir la langue française sont nettement insuffisantes.

Le Théâtre Sainte-Catherine fermera ses portes définitivement ses portes le 21 décembre prochain, justifiant sa décision par le «racisme atterrifiant et [le] sectarisme dont fait preuve la société française à l'égard des minorités et des cultures non francophones».

Pierre Biacchi, Jeune Patriote de 75 ans, a immigré au Québec il y a un demi-siècle. «Le peuple québécois constitue la très grande majorité des gens

qui vivent ici. Il se laisse dominer par une minorité possédante, riche, qui incite les immigrants à utiliser sa langue à elle. Le respect de la langue française est où? Le respect tout court est où?», a-t-il dit au Devoir. «Le peuple doit se réveiller», a ajouté cet Italien d'origine à qui on a dit «qu'au Québec, on parlait français» et qui a fait carrière à la Société de transport de Montréal, où il s'était juré de ne parler qu'en français aux utilisateurs, et ce, au lendemain de la victoire du Parti québécois, le 15 novembre 1976.

Le Devoir

La Presse canadienne

Programmes d'immigration

Les nouvelles règles sont bien accueillies au pays

Mais 64 % des Canadiens estiment que le gouvernement Harper gère mal ce dossier

MARCO BÉLAIR-CIRINO

Près de 70 % des Canadiens se disent en faveur des nouvelles règles imposées aux visiteurs provenant du Mexique et de la République tchèque, enjoignant ceux-ci à se munir d'un visa avant d'entrer au Canada, selon un sondage Toronto Star—Angus Reid.

Néanmoins, 64 % des répondants estiment que le gouvernement de Stephen Harper effectue un piètre travail de gestion des programmes d'immigration. Ottawa devrait se focaliser sur la réduction du nombre de demandeurs d'asile, en imposant entre autres un visa obligatoire aux citoyens d'un certain nombre d'États, selon 31 % des répondants.

Mais 56 % des Canadiens estiment plus urgent de modifier les procédures afin de décourager les demandes d'asile sans motif valable.

Depuis la semaine dernière, les voyageurs en provenance du Mexique et de la République tchèque qui souhaitent visiter le Canada doivent obtenir, préalablement à leur arrivée au pays, un visa d'une ambassade canadienne, avait annoncé le ministre de la Citoyenneté, de l'Immigration et du Multiculturalisme, Jason Kenney, le 13 juillet. Il s'agit d'une mesure qui a pour but de réduire le nombre de demandeurs du statut de réfugié de ces deux États, a expliqué Jason Kenney.

Une personne provenant du Mexique et de la République tchèque devrait être reçue à titre de réfugié au Canada, selon respectivement à peine 21 % et 24 % des répondants, alors que 68 % des personnes interrogées par Angus Reid estiment qu'une personne provenant d'Irak ou de la Somalie devrait voir le statut de réfugié lui être dévolu sans trop de difficulté.

Au Canada, le statut de réfugié est réservé à une personne qui a fui son pays par peur d'être persécuté, en raison notamment de son origine ethnique, de sa confession religieuse ou de ses opinions politiques.

Le gouvernement mexicain pourrait à son tour obliger les Canadiens à obtenir un visa s'ils souhaitent se rendre au Mexique, pour répliquer à la décision du gouvernement canadien. Quelque 68 % des répondants au sondage jugent qu'il s'agirait d'une décision «équitable».

Ce sondage Web Toronto Star—Angus Reid a été effectué les 16 et 17 juillet, auprès de 1007 personnes au Canada. La marge d'erreur est de plus ou moins 3,1 %, 19 fois sur 20.

POLITIQUE MUNICIPALE

Une intolérance «inacceptable»

Louise Harel qualifie la réaction du conseil municipal d'Hampstead d'«hystérique»

Selon Louise Harel, candidate à la mairie de Montréal, le conseil municipal de Hampstead, dans l'ouest de l'île de Montréal, a agi de manière «totalement hystérique» en tentant de destituer l'avocat Julius Grey en raison de l'appui qu'il lui manifeste.

Ne mâchant pas ses mots, Mme Harel a ajouté, au cours d'une entrevue qu'elle a accordée hier à La Presse Canadienne, qu'il s'agit là d'une intolérance inqualifiable et inacceptable.

Vision Montréal a confié le chantier de l'éthique et de la gouvernance à Me Grey, à la fin du mois de juin. Six grands chantiers de travail avaient alors été mis en branle.

Il y a deux semaines, le maire de la Ville de Hampstead, William Steinberg, avait dû opposer son veto à une résolution du conseil municipal exigeant que Me Grey cesse d'être embauché par la Ville. Celui-ci représente Hampstead devant les tribunaux dans le cadre d'un litige concernant un parc pour chiens.

Cet épisode houleux à la mairie de Hampstead rappelle la délicate relation que l'ancienne ministre péquiste, qui a été l'architecte des fusions municipales, entretient avec la communauté anglophone de Montréal.

Louise Harel a souligné toutefois que la communauté anglophone est divisée et que l'attitude intolérante de certains de ses membres est minoritaire. Mais puisque la Ville de Hampstead est défusionnée, elle ajoute à la blague que ceux-ci ne pourront même pas avoir le plaisir de voter contre elle.

Mme Harel indique que des candidats vedettes de la communauté anglophone se joindront aux rangs de Vision Montréal sous peu.

Le Devoir

La Presse canadienne

ACTUALITÉS

WALTER CRONKITE, 1916-2009

Le journaliste qui avait la confiance des Américains

Washington — Surnommé «l'homme qui inspire le plus confiance à l'Amérique», le pionnier de la télévision Walter Cronkite, décédé vendredi à l'âge de 92 ans des suites d'une longue maladie vasculaire cérébrale, reste associé aux plus grandes pages d'histoire de la deuxième moitié du XXe siècle aux États-Unis.

«J'étais plutôt bien placé pour voir passer le défilé», reconnaissait l'ancien présentateur du journal du soir de CBS dans une rétrospective de sa carrière, en 1997. «J'ai eu la chance de naître au bon moment pour voir une bonne part de ce siècle étonnant.»

Au zénith de ses soixante ans de carrière, Walter Cronkite devait jouer un rôle crucial en tournant l'opinion publique américaine contre la guerre du Vietnam. Après avoir couvert les suites de l'offensive du Têt en 1968, le journaliste, de retour dans son studio new-yorkais, jugeait «plus certain que jamais que l'aventure sanglante du Vietnam finirait par s'enliser».

Le président Lyndon Johnson aurait alors dit à un proche: «C'est fini. Si je perds Cronkite, je perds l'Amérique profonde.» Peu après, le président annonçait qu'il renonçait à être candidat à sa succession.

L'histoire d'amour entre Cronkite et les Américains, confirmée par une cote de confiance plus élevée que celle de tous les dirigeants politiques ou religieux de l'époque, s'était nouée lors de l'assassinat du président John F. Kennedy, en 1963.

En bras de chemise, le journaliste prenait l'antenne pour annoncer que John F. Kennedy venait d'être victime d'un attentat. Une heure plus tard, retenant ses larmes, il retirait ses grosses lunettes pour annoncer au pays la mort de son président.

Walter Cronkite, né dans le Missouri en 1916, avait pris la barre du JT de CBS un an plus tôt, en 1962, et avait su donner sa touche personnelle à l'émission, qu'il concluait d'un rituel «And that's the way it is» («Et c'est ainsi que vont les choses...»).

Cette «signature» représentait en fait «le plus haut idéal du journaliste», expliquait-il longtemps plus tard: «Rapporter les faits tels qu'il les voit, qu'elles qu'en soient les conséquences ou les controverses qui pourraient s'ensuivre.»

Walter Cronkite a fait ses débuts dans le journalisme dans les années 1930, pour les agences Scripps-Howard et United Press. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, il

accompagne l'armée américaine lors du débarquement en Normandie et survole l'Allemagne lors de bombardements aériens. Il couvrira ensuite les procès des dignitaires nazis à Nuremberg.

Entre 1946 et 1948, on le retrouve chef du bureau de United Press, à Moscou, avant qu'il ne finisse par céder aux sirènes de la télévision en 1950. Jusqu'à sa retraite, en 1981, Walter Cronkite saura conjuguer à l'écran gravité et humour tout en laissant parler son cœur, comme ce jour de juillet 1969 où sa joie éclate au moment où les premiers astronautes américains se posent sur la Lune.

Ses commentaires mordants lui vaudront le surnom de «gauchiste». Même après avoir quitté l'avant-scène, il n'a pas ménagé ces dernières années l'intervention en Irak, qu'il comparait à un nouveau Vietnam, et a appelé son pays à relever le défi du changement climatique.

S'adressant en 2007 aux étudiants en journalisme de l'Université de Columbia, à New York, il les appelait à chercher les vérités que politiciens et groupes de pression préféreraient occulter.

«Pour moi, il représente le meilleur de la liberté de la presse», a dit de lui l'ancien président Bill Clinton.

Un exemple

Walter Cronkite a aussi grandement influencé le journalisme canadien, ont rappelé les présentateurs de nouvelles canadiens Lloyd Robertson et Peter Mansbridge à l'annonce de la mort de ce grand journaliste.

Lloyd Robertson estime que M. Cronkite a établi les normes dans son domaine et que tous ses collègues tentaient de se mouler à son travail, puisque l'on pouvait avoir confiance en lui et qu'il respectait les faits.

Celui qui est à la barre du téléjournal *The National* à la télévision anglaise de Radio-Canada, Peter Mansbridge, abonde dans ce sens. Il affirme même que Cronkite a mis la barre très, très haut et qu'il a défini le rôle du présentateur de nouvelles à bien des égards. Ses successeurs continuent d'ailleurs d'imiter son travail.

MM. Mansbridge et Robertson s'entendent également pour dire qu'aucun autre présentateur de nouvelles ne brillera jamais autant que Cronkite l'a fait lors de ses beaux jours.

Agence France-Presse et La Presse canadienne



«J'ai eu la chance de naître au bon moment pour voir une bonne part de ce siècle étonnant» - Walter Cronkite

Fraude présumée

L'épouse et la fille d'Earl Jones présentent leurs excuses aux victimes

L'épouse et la fille du conseiller financier Earl Jones, soupçonné d'avoir floué ses clients pour environ 50 millions de dollars, ont présenté hier leurs excuses aux victimes du présumé fraudeur.

La communiqué, qui a été transmis par la firme de relations publiques Jonathan Goldbloom and Associates, a fait part de la désillusion qu'ont ressentie sa femme, Kimberly, et sa fille Kristine.

«Nous sommes dévastées par ce qui est arrivé à toutes les personnes qui ont accordé leur confiance à Earl Jones; il était non seulement leur conseiller financier, mais aussi un ami, un voisin et un dirigeant communautaire. Nous désirons formuler notre profond regret pour la douleur et les souffrances qu'il a causées, et exprimer notre sentiment d'avoir été trompées aussi.»

La fille d'Earl Jones et son épouse ont affirmé avoir elles

aussi été touchées sur le plan financier et craignent maintenant de ne jamais pouvoir recouvrer leurs fonds. La famille ignorait tout de ses activités professionnelles, et elle entend collaborer pleinement avec les autorités.

«Nous tenons beaucoup à ce que Earl se présente et qu'il donne une explication», peut-on lire.

Un autre homme

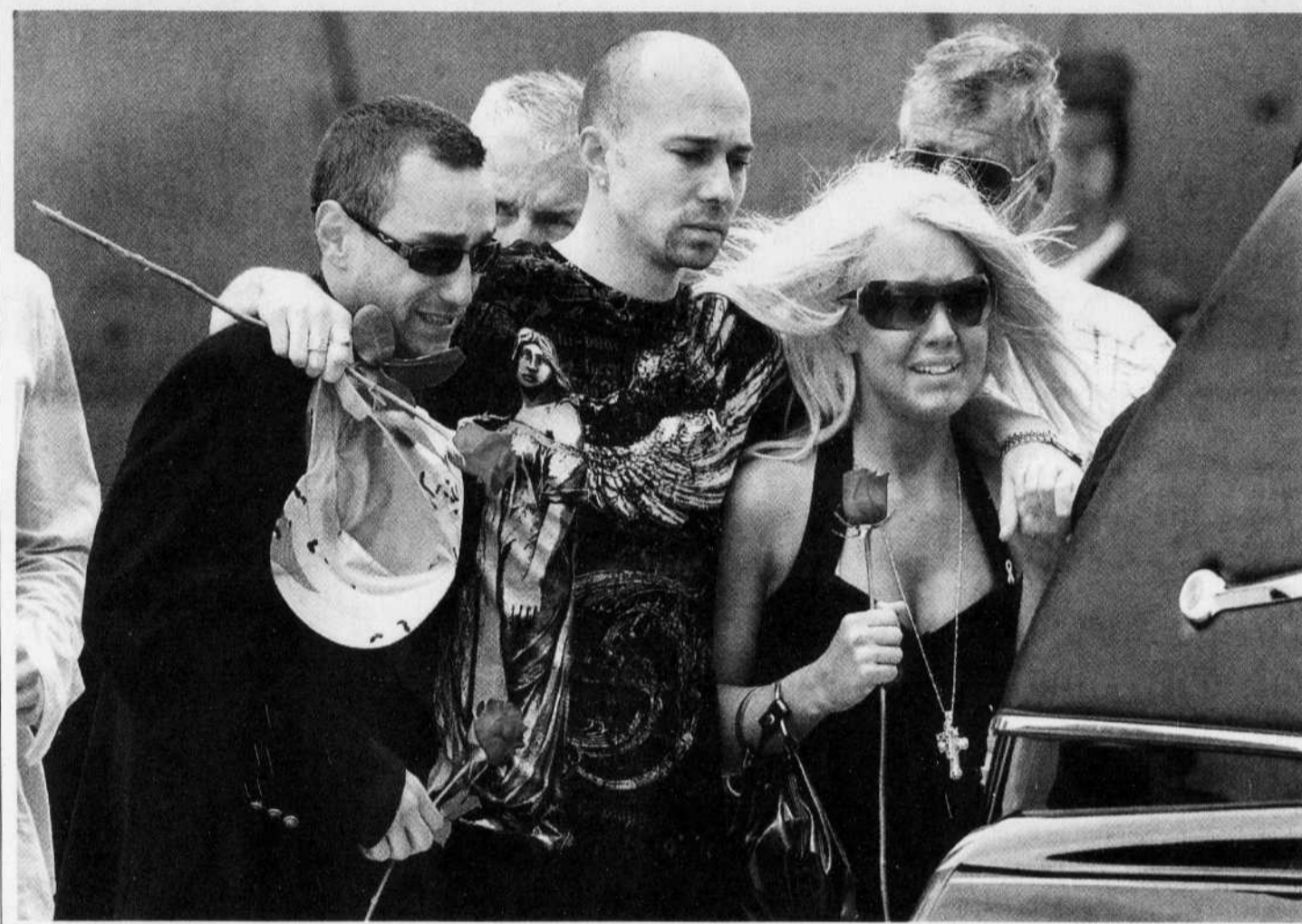
Selon le communiqué, le Earl Jones que sa famille a connu

était un mari attentionné, un père et un grand-père affectueux, ainsi qu'un membre respecté de la collectivité.

«Le Earl Jones qui s'est révélé à nous, tout récemment, est un homme dont nous pouvons à peine croire qu'il existe.»

En conclusion, la famille a demandé que soit respectée son intimité et a fait savoir qu'elle n'accorderait pas d'entrevues.

La Presse canadienne



FRED THORNHILL REUTERS

Les proches du soldat Sébastien Courcy ont accueilli sa dépouille à la base de Trenton, en Ontario.

AFGHANISTAN

L'armée lève le voile sur une opération anti-insurrectionnelle périlleuse

L'opération de trois jours a coûté la vie au soldat Sébastien Courcy

DENE MOORE

Kandahar, Afghanistan — Le soldat Sébastien Courcy, le 125^e militaire canadien à perdre la vie en Afghanistan, a été tué dans le cadre d'une opération anti-insurrectionnelle, la semaine dernière, lorsqu'il a marché sur un engin explosif avant de tomber d'une falaise, ont révélé les autorités militaires, hier.

Puisque l'opération était toujours en cours au moment de l'annonce du décès du soldat, les autorités avaient seulement indiqué que le soldat Courcy, qui était âgé de 26 ans, était décédé après être tombé d'un «terrain surélevé» pendant une mission dans le district de Panjwaii, dans la province de Kandahar.

Le chef des opérations de la Force opérationnelle interarmées du Canada à Kandahar, le lieutenant-colonel Mike Patrick, a précisé hier que le soldat avait en fait «marché sur

quelque chose qui a explosé» quand son équipe se dirigeait vers un poste d'observation à Salavat Ghar, une montagne qui surplombe le village de Nakhonay, au sud de la ville de Kandahar.

Le lieutenant-colonel a affirmé qu'il n'avait toutefois pas été déterminé si l'explosion avait été causée par un engin explosif improvisé récemment dissimulé ou par une vieille mine, une menace constante dans ce pays ravagé par la guerre.

Cache d'armes

L'opération de trois jours qui a coûté la vie au soldat Courcy, baptisée l'Opération Constrictor IV, aura permis de découvrir quatre ateliers de fabrication de bombes et de démanteler ainsi une «chaîne de montage» du réseau terroriste taliban, a annoncé M. Patrick.

Une imposante cache d'armes a également été saisie, contenant notamment des mitrailleuses de

calibre .50, des bazookas et des vestes servant aux attentats suicides. Les militaires y ont également découvert des accélérateurs chimiques, des explosifs improvisés et des milliers de mètres de cordon d'explosif de qualité commerciale.

L'officier a ajouté que les soldats avaient également trouvé de l'époxy et des pièces de roulement à billes, qui sont collées aux bombes afin d'en faire des shrapnels meurtriers.

«Nous avons retiré des centaines d'engins explosifs improvisés des champs de bataille, préfabriqués, une quantité importante d'armes, une quantité énorme de munitions [...], mais surtout, la capacité de fabriquer les objets qui nous causent le plus de tort: les engins explosifs improvisés», a expliqué l'officier.

Le lieutenant-colonel a affirmé que des présumés insurgés ont été détenus et que certains ont été tués, mais il n'a pas voulu préciser le nombre. Les pri-

sonniers seront remis aux autorités afghanes en vue de subir leur procès, a-t-il signalé.

Le plupart ont fui le parcours des soldats canadiens et il y a eu quelques accrochages, a détaillé le lieutenant-colonel. «Ils seront de retour», a dit M. Patrick, mais ils «ne reviendront pas aujourd'hui ou demain».

M. Patrick a expliqué que l'opération ne visait pas à chasser les insurgés mais à perturber leurs activités et à saisir leurs armes. En ce sens, l'opération a été l'une des plus réussies parmi celles menées par les Canadiens à Kandahar, a souligné le lieutenant-colonel.

Il a signalé qu'environ 50 talibans avaient transformé le village de Nakhonay, qui abrite environ 2000 habitants, en zone d'étape pour les attentats terroristes visant la ville de Kandahar.

La Presse canadienne

SONDAGE

L'homme blanc satisfait plus aisément

Vancouver — Les consommateurs nord-américains sont plus susceptibles d'être satisfaits de la qualité du service lorsque qu'ils sont servis par des hommes blancs plutôt que par des femmes ou des représentants des minorités visibles, et ce, même si ces différents employés agissent exactement de la même manière.

C'est du moins ce que révèle une nouvelle étude de l'Université de la Colombie-Britannique (UBC) et qui a été publiée dans le *Academy of Management Journal*. Celui qui a dirigé l'étude, le

professeur Karl Aquino, a découvert que les femmes et les représentants des minorités visibles étaient moins appréciés que leurs collègues blancs selon les sondages anonymes portant sur la satisfaction des clients.

Mais selon le professeur Aquino, le plus troublant est que non seulement ces deux groupes étaient moins appréciés que leurs collègues blancs, mais de surcroît, ils étaient encore plus pénalisés s'ils redoublaient d'efforts pour fournir un bon service.

La Presse canadienne

Destinations

ÉGYPTE

5 432\$ • TOUT INCLUS • 25 jours

27 oct. au 20 nov. 2009 • QUELQUES PLACES
5 au 29 nov. 2009 • COMPLET
2 nov. au 6 déc. 2009 • QUELQUES PLACES

ITINÉRAIRE LE PLUS COMPLET SUR LE MARCHÉ
HÔTELS ET BÂTEAUX 0000
POSSIBILITÉ DE VISITER PÉTRA (AVEC SUPPLÉMENT)

DEMANDEZ LA BROCHURE DE L'ITINÉRAIRE COMPLET

VOYAGES CULTURELS VIP

3627, RUE SAINT-DENIS
MONTREAL, QC.
H2X 3L6
T. 514-844-0407 • 1-866-481-4425
WWW.VOYAGESCULTURELSVIP.CA

Pour annoncer dans ce regroupement, contactez
Jean de Billy au 514 985-3456 - jdebilly@ledevoir.com

LOTO QUÉBEC

Résultats des tirages du : 2009-07-18

649	02 04 15 37	49	11 17 18 19
	39 45 49		22 32 45
GAGNANTS		GAGNANTS	
6/6	1 4 377 298,00 \$	6/6	0 2 000 000,00 \$
5/6+C	2 156 332,00 \$	5/6+C	0 75 000,00 \$
5/6	101 2 557,30 \$	5/6	15 750,00 \$
4/6	6 075 80,50 \$	4/6	656 75,00 \$
3/6	120 240 10,00 \$	3/6	13 069 10,00 \$
2/6+C	79 409 5,00 \$	2/6+C	9 417 5,00 \$
Ventes totales	14 972 514 \$	Ventes totales	760 350,00 \$
Prochain gros lot (approx.):	3 500 000 \$	Extra	6422741

Résultats des tirages du : 2009-07-17

7/7	12 13 31 34
	33 37 44 46
GAGNANTS	
7/7	0 17 000 000,00 \$
6/7+C	0 222 898,20 \$
6/7	133 1 675,90 \$
5/7	7 416 102,20 \$
4/7	156 999 10,00 \$
3/7+C	145 201 10,00 \$
3/7	1 313 577 10,00 \$
Ventes totales	19 249 298 \$
Prochain gros lot (approx.):	20 000 000 \$

Extra 8170582

PARIEZ SUR LE BASEBALL!
DEMANDEZ LE PROGRAMME 2 OU 5.

En cas de dispute entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

ÉCONOMIE

Prendre ou recevoir congé

En plus de les passer sous la pluie, les travailleurs québécois ont le triste privilège de compter parmi ceux qui ont le moins de jours de vacances dans les pays développés. Dieu sait pourtant qu'on en aurait tous besoin en ces temps difficiles!

Plusieurs Québécois ont attendu cette journée toute l'année. Au moins 120 000 travailleurs de la construction et environ le tiers de leurs concitoyens commencent aujourd'hui des vacances qui dureront deux semaines. Si le temps n'est pas trop pourri, un peu moins de la moitié d'entre eux comptent passer une partie de leur temps loin de la maison, pour aller au chalet ou voyager un peu, principalement ailleurs au Québec, selon la firme Écho-Sondage.

Pour plusieurs, ce seront les seules vacances auxquelles ils auront droit durant toute l'année, à l'exception de quelques congés fériés. D'autres sont plus chanceux, à tel point que l'ensemble des travailleurs canadiens disposerait en moyenne d'un total 18,7 jours de vacances par année, selon un sondage commandé par la firme Expedia. Les contraintes professionnelles et financières, ou encore une étrange disposition de l'esprit les amèneront à faire cadeau à leurs employeurs de deux de ces journées (1,39 au Québec).

Les Canadiens se trouveront peut-être choqués s'ils se comparent à leurs voisins américains, qui ne peuvent compter sur aucune loi établissant un nombre minimal de congés payés et dont le quart n'ont officiellement droit à aucunes vacances. Ils ne doivent toutefois surtout pas regarder ailleurs, sans quoi ils se rendront compte que 89 pays garantissent trois semaines ou plus de congés payés après une année d'expérience et apprendront que tous les autres travailleurs occidentaux ont droit, en moyenne, à plus de congés payés qu'eux, à raison, par exemple, de 24 jours au Royaume-Uni, 27 en Allemagne et 31 en France.

L'explication de ces écarts la plus souvent entendue est de nature culturelle: le climat nordique et l'éthique protestante seraient plus propices au labeur que la chaleur méditerranéenne et le tempérament latin. Le problème est que les Britanniques et les calvinistes d'Europe du Nord ont autant sinon plus de vacances que les autres Européens. Une autre explication est que des impôts plus élevés amèneraient les travailleurs à réclamer plus de congés à la place d'augmentations salariales qui iraient de toute façon dans les poches des gouvernements. Cela paraît logique, mais cela ne correspondrait pas non plus à la réalité, rapportent les économistes qui se sont donné la peine de se pencher sérieusement sur la question.

Une récente étude de l'OCDE montre que le nombre total d'heures travaillées est longtemps resté similaire des deux côtés de l'Atlantique, jusqu'à ce qu'il se stabilise aux États-Unis et au Canada, à partir de 1980, alors qu'il a continué de décroître dans des pays comme la France et la Norvège jusqu'au tournant du millénaire.

La société des loisirs et la crise

Tout serait une question de perspective, selon le sociologue français Jean Viard. Avec les études qui s'allongent, les journées de travail qui raccourcissent, les vacances et autres congés parentaux qui s'additionnent, mais surtout la retraite qui commence plus tôt et l'espérance de vie qui s'allonge, la carrière d'un travailleur moyen compterait aujourd'hui au total deux fois moins d'heures de travail qu'elle n'en avait dans les années 1930, dit-il, et trois fois moins qu'en 1850.

En fait, la fameuse société des loisirs, dont on a tellement rêvé, serait déjà arrivée, à en croire l'étude de l'OCDE. Si l'on exclut le temps consacré aux «occupations personnelles», comme le sommeil et les repas, qui occupent en moyenne 45,3 % (43,3 % au Canada) d'une journée typique dans les pays développés, ce sont en effet les loisirs qui arrivent en premier, alors qu'une moyenne de 21,6 % de la journée (23,1 % au Canada) va à l'écoute de la télévision, à la navigation sur Internet, aux soirées entre amis, aux sorties culturelles ou aux activités sportives. Les études ou le travail rémunéré n'arrive qu'après, avec 16,5 % (18,3 % au Canada), suivi de près par le travail non rémunéré (15,3 % dans l'OCDE, 14,7 % au Canada), tel que les corvées ménagères ou les soins apportés aux enfants.

Cette place grandissante des loisirs est loin d'être perçue comme un problème par l'OCDE. Plus de temps consacré à d'autres activités que le travail rémunéré va, en effet, généralement de pair avec un revenu national net supérieur et un plus haut niveau de satisfaction des citoyens à l'égard de l'existence.

De ce point de vue, l'arrivée des vacances d'été apparaît particulièrement la bienvenue dans l'actuel contexte de morosité économique. Si plus du tiers (37 %) des Québécois ont dit, dans le sondage d'Expedia, qu'ils feront particulièrement attention à leur budget cet été, une forte majorité d'entre eux (83 %) ont quand même dit vouloir faire ne serait-ce qu'une petite sortie cette année, et 14 % ont même affirmé avoir besoin de vacances plus que jamais en raison du stress causé par la conjoncture.

De plus en plus de gens risquent toutefois aussi de se retrouver en vacances forcées. Le mot «congé» peut à la fois s'appliquer à celui qui prend un repos bien mérité qu'à celui qui se fait montrer la porte, rappelait au début du mois le chroniqueur Roger-Pol Droit dans le quotidien économique français *Les Échos*. «Double visage de l'été, mais aussi de l'époque: certains prennent leur congé, d'autres l'ont reçu ou vont le recevoir.»



ÉRIC DESROSIERS

Entretien avec le secrétaire au Trésor américain, Timothy Geithner

«Notre modèle de croissance doit être plus équilibré»

PROPOS RECUEILLIS PAR ALAIN FRACHON ET STÉPHANE LAUER

Après une tournée à Londres et au Proche-Orient, le secrétaire au Trésor américain, Timothy Geithner, était en visite à Paris le jeudi 16 juillet. Il a notamment rencontré le premier ministre, François Fillon, et la ministre de l'économie, Christine Lagarde, afin de préparer le prochain G20, qui se déroulera à Pittsburgh, aux États-Unis, le 24 septembre. Le but de ce sommet sera de tenter de trouver des solutions pour relancer la croissance mondiale et réguler le système financier international.

Quelle est votre plus grande crainte pour les mois qui viennent?

En réalité, je suis plus optimiste qu'il y a trois mois et je pense que, d'une certaine façon, nous faisons mieux que ce que nous aurions pu imaginer au début de 2009. La confiance dans la politique menée aux États-Unis, et plus globalement dans le monde, donne des résultats.

Le retour de la croissance passe par la refondation du système. Notre mission à tous consiste à aller dans cette direction. En persévérant, je suis sûr que nous arriverons à réparer les dégâts. Mais cela va prendre du temps, car nous traversons une récession très profonde.

Quand prévoyez-vous un retour à la croissance?

La plupart des prévisionnistes tablent sur une amélioration des indicateurs aux États-Unis dès le quatrième trimestre. Ailleurs dans le monde, la situation est différente, bien qu'on observe des signes de stabilisation. Encore une fois, nous devons ces améliorations à la confiance qu'a instillée le G20 de Londres, en avril. C'est une grande différence avec la façon dont le monde a géré la Grande Dépression. Nous avons su adopter très rapidement une stratégie commune. C'est très précieux pour restaurer la confiance.

Pourtant, il semble que les banques ont repris leurs mauvaises habitudes en s'appropriant à verser d'énormes bonus. Le secteur bancaire a-t-il vraiment tiré les leçons de la crise?

Je pense que l'une de nos principales missions consiste à mettre en place les réformes qui rendent le système plus stable et moins vulnérable. Le président Obama a pris la décision stratégique d'agir rapidement, alors même que la crise était dans sa phase critique. Si nous avions attendu, il aurait été plus dur de trouver un consensus politique. Vous savez, il est difficile de faire changer les gens. Nous devons essayer de faire comprendre que cela est nécessaire afin de parvenir à plus de stabilité.

Le système financier américain, avec notamment les prêts hypothécaires, a perverti le concept d'innovation. Nous voulons mettre en place un système plus stable avant que le monde oublie les erreurs récentes.

Le déficit public américain vient de franchir la barre impressionnante des 1000 milliards de dollars. Cela ne risque-t-il pas d'entamer la confiance des investisseurs dans la capacité des États-Unis à rembourser leurs dettes?

Non, je ne crois pas. Le déficit est très important en raison des politiques menées ces dernières années et de la récession. Mais comme d'autres pays, y compris la France, nous avons adopté une stratégie consistant à soutenir la demande pour réparer le système financier et à rétablir la croissance.

La stabilité du dollar est-elle menacée?

Le dollar joue un rôle très important dans le système financier international, et je pense qu'il va rester la principale monnaie de réserve. Mais je reconnais que les États-Unis doivent assumer leurs responsabilités. On ne peut pas juste régler la crise et remettre en état le système financier. Mais nous devons nous assurer que nous avons toujours la capacité de stabiliser le système monétaire et financier international. C'est important pour les États-Unis et



TIM SLOAN AGENC FRANCE PRESSE

«Le retour de la croissance passe par la refondation du système. Notre mission à tous consiste à aller dans cette direction.»

pour le monde, et je suis confiant dans le fait que nous y parviendrons.

Quels sont vos objectifs lors du prochain G20?

D'abord, nous devons veiller à ce que les politiques mises en œuvre permettent le retour de la croissance. Deuxièmement, nous devons vérifier que nous progressons dans la réforme du système financier. Troisièmement, nous devons faire en sorte de provoquer des changements plus profonds des institutions financières internationales, d'assurer une surveillance plus étroite et une capacité financière plus forte. Nous ne voulons pas, alors que nous allons sortir de la crise, reproduire certains déséquilibres qui en sont à l'origine.

Notre modèle de croissance doit être plus équilibré et plus stable. Il faut que les Américains épargnent plus et que les autres pays dans le monde s'orientent vers un développement davantage tiré par leur demande intérieure. Cela serait sain. Déjà, nous observons une progression très forte du taux d'épargne aux États-Unis. C'est bon pour nous et pour le long terme. Mais cela reflète une réalité de base — la nature de la croissance sera plus équilibrée.

Cette propension à épargner plus est-elle un changement structurel ou juste une conséquence de la récession?

C'est difficile à savoir. J'aurais tendance à penser que pour les ménages, il s'agit d'un changement durable des comportements. Mais nous ne savons pas combien de temps cela va durer.

Certains estiment que les Européens n'en font pas assez en matière de relance. Partagez-vous cet avis?

Je n'ai jamais dit que les Européens n'en faisaient pas assez. Nous sommes face à des défis, des structures politiques et des échelles différents. Ce qui importe, c'est d'agir ensemble et, dans ce domaine, chaque pays a joué son rôle.

Des personnalités comme le lauréat du prix Nobel d'économie 2008, Paul Krugman, pensent qu'il faudrait un second plan de relance aux États-Unis. Êtes-vous d'accord?

Le moment n'est pas encore venu pour prendre ce type de décision. Le plan actuel était basé sur deux ans. Les mesures fiscales ont déjà produit des effets. Quant aux grands investissements d'infrastructure, qui auront un impact sur l'emploi, ils vont être concentrés au second semestre.

La Réserve fédérale (Fed) s'est résolue à acheter des emprunts d'État, ce qui revient à financer directement le déficit public. N'a-t-elle pas perdu une partie de son indépendance?

Je ne vois pas les choses comme cela. La Fed fait ce qui est nécessaire et approprié dans toute crise financière. Nous avons une banque centrale indépendante capable de maintenir une inflation stable à un bas niveau. C'est très important et c'est pourquoi nous soutenons son action.

Le Monde

Geithner, un pragmatique au chevet de la crise

ANNE MICHEL

Dans l'administration Obama, le visage de la crise, c'est lui. À 47 ans, Timothy Geithner, nommé secrétaire au Trésor en janvier, a reçu pour mandat du président des États-Unis de sortir le pays de la crise économique et financière la plus grave depuis les années 1930. Une mission dont l'Histoire dira si elle constitue un formidable tremplin ou un cadeau empoisonné, pour l'ancien président de la Réserve fédérale (Fed) de New York, la principale banque centrale américaine.

Lorsque M. Obama présenta au pays son «jeune» secrétaire au Trésor, haut fonctionnaire brillant, méconnu du public, il le décrivit comme le mieux outillé pour conduire le plan de sauvetage de l'économie américaine — soit 787 milliards de dollars engagés et jusqu'à 2 500 milliards en conjuguant argent public et privé — et pour élaborer les solutions de sor-

tie de crise. En première ligne dans la gestion de la crise financière, M. Geithner s'y était montré plus offensif que la vieille garde de l'économie américaine, incarnée par Ben Bernanke, le grand patron de la Réserve fédérale (Fed), et Henry Paulson, le ministre de l'économie de l'administration Bush.

C'est lui qui, pragmatique, poussa les feux de la Fed afin de trouver des solutions d'exception permettant de maintenir à flot le système bancaire. Lui qui, résolu, pilota le sauvetage de la banque Bear Stearns. Lui aussi qui, le premier, dès juin 2008, lors d'une réunion au sommet, suggéra de garantir l'ensemble des dettes des banques américaines, quel qu'en serait le coût pour les finances publiques. Enfin, M. Geithner fut l'un des premiers

Américains à confier qu'il considèrerait la mise en faillite délibérée de la banque Lehman Brothers — l'élément amplificateur de la crise financière — comme une erreur. M. Paulson avait laissé tomber Lehman. Seul aux commandes, M. Geithner, lui, l'aurait peut-être sauvée.

Partisan d'une régulation plus dure, le grand argentier d'Obama possède, parmi ses atouts, la connaissance des relations internationales et des questions monétaires, ainsi qu'une expérience des crises (celle en Asie de 1997, la faillite du fonds LTCM en 1998, etc.). Né à Brooklyn, il a vécu toute son enfance à l'étranger, parle le japonais, fut sous-secrétaire au Trésor pour les Affaires internationales dans l'administration Clinton. Puis,

le protégé de l'ex-secrétaire au Trésor, Larry Summers, devint le directeur de la politique du développement au Fonds monétaire international (FMI).

Mais M. Geithner a ses détracteurs, qui critiquent sa proximité avec les banquiers de Wall Street. Ils lui reprochent d'avoir conçu un plan d'aide trop généreux. Ils lui attribuent la décision de M. Obama de renoncer à encadrer les salaires des dirigeants de banques, sur fond de scandales persistants en matière de bonus. Son image de matricule de l'État a aussi été écornée avant même son entrée en fonctions. En poste au FMI, il avait omis de payer 34 000 dollars d'impôts. M. Obama le défendit ainsi: «Si M. Geithner me présentait sa démission, je répondrais: "Désolé, mon pote, tu gardes ton boulot!"» L'économie mondiale a trop besoin de lui.

Le Monde

ÉDITORIAL

L'ASSASSINAT DE NATALIA ESTEMIROVA

La vérité en otage

Inlassable militante des droits de la personne, Natalia Estemirova a été assassinée en Ingouchie, État croupion du Caucase russe. Plus tôt cette année, des journalistes et des avocats ont été les victimes de traquenards portant la marque de professionnels. Pour faire court, disons que la Russie de Poutine ne goûte pas du tout l'exposition crue des faits. De la vérité.

D

epuis l'exécution en 2006 de sa grande amie journaliste Anna Politkovskaïa, Natalia Estemirova s'était appliquée à poursuivre son travail, à savoir enquêter sur les exactions commises par les forces de sécurité en Tchétchénie, et documenter les violations des droits de la personne conçues et commandées par un Kremlin qui est parvenu à mettre cet État du Caucase sous sa coupe depuis que Ramzan Kadyrov, totalement inféodé au duo Dmitri Medvedev-Vladimir Poutine, le préside.

Au début de l'année, un reporter de l'hebdomadaire *Novaya Gazeta* ainsi qu'un avocat voué lui aussi à la défense des droits de la personne ont été tués en plein jour, alors qu'ils marchaient à Moscou. De cette histoire, il faut retenir ceci: tous deux avaient décidé de remonter le fil des protections dont jouissent les groupes d'extrême-droite en général et les néo-nazis en particulier. On retiendra surtout que quatre des soixante journalistes — et non deux ou trois cents — qu'emploie cette publication ainsi que l'avocat-conseil de celle-ci sont tombés sous les balles d'individus qui vivent à leurs pistolets, détail non négligeable, des silencieux.



SERGE TRUFFAUT

Au cours de la présente décennie, les limiers de *Novaya Gazeta* et d'*Echo de Moscou*, des avocats tenaces, sans oublier bien sûr Natalia Estemirova, ont eu l'audace et le courage de lever le voile sur les liens qui unissent dirigeants politiques et réseaux mafieux, sur les agissements sanguinaires de fonctionnaires du FSB, l'ex-KGB, sur l'expansion de la corruption de l'Oural aux confins de la Sibérie, sur le culte de l'arbitraire qui distingue les locaux du Kremlin. Bref, ils détaillent la décomposition d'un État.

Bien évidemment, leur travail agace au plus haut point les héritiers directs d'Ivan le Terrible. Et bien évidemment, ces derniers ont agi et surtout réagi. Leur recette favorite? Aiguiser le sentiment de peur afin de nourrir l'autocensure. Pour ce faire, il ne se passe pas une seule journée sans que des centaines de journalistes, d'avocats et de défenseurs des droits de la personne ne reçoivent un colis renfermant une tête de singe ou que le chien d'un tel soit égorgé. Pas une journée sans que la menace écrite ou téléphonique ne touche plus directement l'intégrité physique de tel reporter et de ses proches.

En 2008, pas moins de 1450 journalistes ont été battus ou intimidés, cinq ont été assassinés, deux sont toujours portés disparus. Cela rappelé, on ne sera pas d'étonné d'apprendre que, hormis l'Irak et l'Afghanistan, où sévit la guerre, la Russie est le pays le plus dangereux où exercer le métier de reporter. Pire que le Mexique, en proie à une violence inouïe inhérente aux combats qui opposent les forces de l'ordre aux barons de la drogue. Et dire que...

Et dire que sur le front de la télé, les maîtres du Kremlin ont la main haute sur toute l'information. En effet, depuis que par l'intermédiaire notamment de Gazprom, l'État dans l'État, Medvedev et Poutine ont fait main basse sur les trois réseaux qui diffusent d'un bout à l'autre du pays, le programme comme la hiérarchisation des nouvelles sont effectués par des patrons qui une fois par semaine se rendent prendre leurs ordres en la matière au... Kremlin! À titre indicatif, il faut souligner que ces trois réseaux ne font jamais de direct avec les politiciens.

Pour bien mesurer la déliquescence de la Russie en matière d'information mais aussi de justice, il faut retenir ce qui suit: aucun des assassins présumés, aucun des commanditaires des meurtres d'Anna Politkovskaïa, d'Anastasia Babourova, de Stanislav Markelov et bien d'autres, n'est en prison. Aucun barbouze, on le répète, n'a été inquiété. Bref, l'impunité est totale, ou plus exactement elle est garantie. Le pire du pire? Les citoyens s'en moquent, ils s'en foutent. Ils ne réagissent pas. Ils sont indifférents ou cyniques face à cette histoire de bruit et de fureur composée par des autorités qui veulent leur faire croire que l'Ouest, l'Occident, en est encore et toujours le responsable.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSAÇON
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE
Directrice de l'information JOSÉE BOILEAU
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directrice, ventes publicitaires MANON BÉLAND

TESTS ERRONÉS DU CANCER DU SEIN...



LETTRES

Une discrimination!

Monsieur Jean Charest, premier ministre du Québec
Monsieur Régis Labeaume, maire de Québec

Messieurs,
Le *Soleil* du 22 juin annonçait votre décision de prolonger la promenade Samuel de Champlain pour les piétons seulement. Ce faisant, vous m'en interdisez l'accès, de même qu'aux milliers d'autres personnes confinées à un fauteuil roulant ou incapables de gravir un escalier. Votre choix contrevient à la Convention relative aux droits des personnes handicapées, adoptée le 13 décembre 2006 au siège de l'ONU, à New York, qualifiée de premier grand traité du XXI^e siècle. Je sais que le Canada ne l'a pas ratifiée, mais je crois que l'esprit qui la sous-tend fait partie de nos valeurs communes. Son article 1 est ainsi libellé:

« Afin de permettre aux personnes handicapées de vivre de façon indépendante et de participer pleinement à tous les aspects de la vie, les États Parties prennent des mesures appropriées pour leur assurer, sur la base de l'égalité avec les autres, l'accès à l'environnement physique, aux transports, à l'information et à la communication, y compris aux systèmes et technologies de l'information et de la communication, et aux autres équipements et services ouverts ou fournis au public, tant dans les zones urbaines que rurales. Ces mesures, parmi lesquelles figurent l'identification et l'élimination des obstacles et barrières à l'accessibilité, s'appliquent, entre autres :

1. Aux bâtiments, à la voirie, aux transports et autres équipements intérieurs ou extérieurs, y compris les écoles, les logements, les installations médicales et les lieux de travail... »

De plus, votre décision n'est pas conforme non plus à l'esprit de la loi qui exige

que tout édifice public soit accessible aux personnes handicapées. Au nom des milliers de personnes qui seront privées de l'accès à un lieu public qu'elles auront contribué à financer, je vous demande de reconsidérer cette décision.

Danielle Labbé
Québec, 15 juillet 2009

La grande classe du Théâtre Sainte-Catherine

Après l'histoire de l'Autre Saint-Jean, il y a celle du Théâtre Sainte-Catherine. Ce théâtre anglophone a envoyé un courriel unilingue anglais qui annonce les spectacles qui seront présentés dans le cadre du Zoofest. Après une demande plus que légitime de « recevoir le message en français », Jacob Brindamour, de la troupe de théâtre de Trois-Rivières Les Sages fous se fait répondre « Go fuck yourself », ceci après s'être fait traiter de sectaire. Ça devient redondant, ce sont toujours les mêmes insultes qui reviennent de toutes parts. D'autant plus que ces accusations n'ont aucune raison d'être. Est-ce que les protecteurs de la langue française ou les indépendantistes sont des sectaires? Le fait de vouloir s'épanouir en tant que Québécois en Amérique demande inévitablement une attention particulière à l'avenir de la langue française. Mais ceci est loin d'être du sectarisme ou un repli sur soi, c'est plutôt un regard attentif que nous portons à l'épanouissement de ce que nous sommes. Oui, mais le multiculturalisme tolérant, lui? Nous sommes Québécois pour ceux qui ont décidé de l'être, et ce titre se mérite. Nous devons donc répondre à toute attaque extérieure. [...]

François Thériault
Québec, le 17 juillet 2009

Une politique stupide

Au ministre Jason Kenney, Citoyenneté et Immigration Canada

Je souhaite me plaindre de la nouvelle politique de visa face aux Mexicains que vous avez prise. Le gouvernement canadien, depuis l'arrivée de votre gouvernement, perd de plus en plus sa bonne réputation à l'étranger, qu'elle avait si bien su préserver. Non-respect d'accords internationaux, resserrement des critères d'admission en immigration, changement d'axe en diplomatie (guerrier), coupure dans les organismes de coopération internationale, etc. Cette décision récente d'imposer un visa aux Mexicains et aux Tchèques entachera durement la relation amicale qu'entretenaient ces pays avec le Canada. Votre gouvernement, au lieu d'investir en engageant plus de personnel pour l'immigration pour combler le manque de personnel — la raison réelle de l'augmentation des coûts —, fait payer les Mexicains, les Tchèques, l'industrie touristique et l'économie canadienne et plus spécifiquement québécoise, pour masquer son incompetence. J'ai honte aujourd'hui d'être Canadien et d'avoir un gouvernement aussi peu tolérant et aussi peu ouvert sur le monde. À chaque jour depuis l'annonce, je reçois de mes amis mexicains des commentaires très peu élogieux sur le Canada et les Canadiens. Votre gouvernement projette de l'ombre sur tous les Canadiens et Canadiennes, même si, j'en suis persuadé, la majorité s'oppose à cette politique. Je vous prie de reconsidérer votre décision, en espérant que celle-ci fut prise lors d'un moment de démenace momentanée. Le Canada a toujours voulu être un exemple de tolérance, d'accueil, d'appui pour le monde entier. Je vous prie donc de suivre l'héritage et la tradition qu'a laissés Lester Bowles Pearson dans la diplomatie canadienne et à travers le monde.

Étienne Dubois-Daignault,
Mexico DF, 16 juillet 2009

LIBRE OPINION

Amenez-en des belles-mères!

ANDRÉ SÉGAL

Professeur retraité du département d'histoire de l'Université Laval

Certains ont ironisé à propos des interventions médiatiques des ex-premiers ministres Jacques Parizeau ou Bernard Landry, insinuant qu'ils se comportaient à l'égard de la chef du Parti québécois, Pauline Marois, comme des « belles-mères » surveillant leur bru. Ils ont démissionné; qu'ils se tiennent tranquilles!

Et pourquoi donc? Ces citoyens ont une immense expérience, une grande crédibilité et un attachement incontestable au pays. Pourquoi devraient-ils se taire? Encore s'il s'agissait de simple cuisine gouvernementale, on comprendrait qu'ils restent discrets. Mais leurs interventions ne visent pas le gouvernement de la province, elles visent l'avenir de l'État.

Le public a certes tendance à confondre le gouvernement et l'État. Et certains ont intérêt à entretenir cette confusion. Le gouvernement, c'est l'équipage, l'État c'est le bateau. Quel que soit l'équipage, les Québécois sont dans le même bateau. Les problèmes de gouvernement se posent à court terme, quatre ans, huit ans, peut-être douze. On peut apprécier l'équipage ou non. On peut régulièrement en changer.

Les problèmes de l'État, eux, sont structurels, constitutionnels. Changer de constitution, changer l'État, c'est une révolution. Dans les pays de

tradition démocratique, cette révolution est pacifique. Elle n'en passe pas moins par une crise. En effet, elle provoque un débat, elle suscite l'inquiétude et elle soulève l'espérance.

Nous sommes plongés dans la crise constitutionnelle depuis 1981. Elle est née d'une décision unilatérale du Canada, imposant au Québec une Constitution qu'il refuse. Quand on n'a pas peur des mots, on dit qu'un peuple qui vit sous la loi d'un autre est colonisé. MM. Mulroney et Bourassa ont tenté de réparer les pots cassés. Sans succès. Alors, le gouvernement libéral du Québec a clairement identifié l'État de crise.

Des libéraux, dont les jeunes entraînés par Mario Dumont, ont proposé des solutions auxquelles Bourassa a feint de souscrire. Car, plutôt que d'affronter la situation, il l'a camouflée. Le référendum de 1995 n'a rien réglé. Les gouvernements de Lucien Bouchard et de Jean Charest non plus. Et les gouvernements fédéraux successifs ont refusé obstinément toute ouverture constitutionnelle.

Expérience et charisme

Nous restons donc en pleine crise, même si les forces fédérales et les médias dominants l'occultent. Et ce n'est pas un problème de gouvernement. Les partis de gouvernement sont assez occupés à gérer les services de l'État, à contrer la récession économique et à résoudre leurs conflits internes. La solution de la crise

constitutionnelle viendra d'une mobilisation nationale. Il faut dissocier les ambitions politiques et le salut de l'État.

Ce sont justement les hommes et les femmes qui n'ont plus d'ambitions personnelles mais qui ont l'expérience, le charisme, l'écoute médiatique et l'attachement au pays qui peuvent mobiliser le peuple. C'est pourquoi nous avons besoin de toutes les « belles-mères » qui veulent bien parler. Les Louis Bernard, les Parizeau, les Landry, les Louise Harel et les Lise Payette, les Facal, les Legault, les Boisclair et tant d'autres, y compris, s'il y croit encore, Lucien Bouchard. Et dans la région névralgique de la capitale nationale, nous avons besoin et de Jean-Paul Lalier, et de Jean Garon.

État du Québec

On dira que toutes ces personnalités ont des points de vue différents et qu'elles ne pourraient s'entendre. On ne leur demande pas de s'entendre, ni de former un gouvernement ou un parti, mais d'exprimer haut et fort leurs motivations différentes qui convergent vers l'objectif commun et de convaincre ceux qui leur font confiance, de souffler sur les braises.

Comme il y a dans la province de Québec des alternances gouvernementales, il y en aura dans l'État du Québec autonome, souverain ou indépendant. Tantôt le centre droit, tantôt le centre gauche prédominera et il se trouvera des ci-

toyens favorables et des citoyens hostiles au gouvernement. Mais l'État, lui, émanera de la volonté des citoyens et les représentera.

De cet État on connaît au moins cinq principes sur lesquelles le consensus est évident. Il est démocratique; il est républicain; les citoyens, femmes et hommes, sont tous égaux; le français est la langue commune; il est accueillant à toute immigration dans le respect des quatre premiers principes.

Besoin des vétérans

La confusion entre le gouvernement et l'État a nuï fortement jusqu'ici à l'émancipation du Québec. Les uns seraient bien favorables à la souveraineté, mais pas avec un gouvernement Parizeau; les autres aussi, mais pas avec un gouvernement Marois; enfin la plupart le seraient si René Lévesque ressuscitait; d'autres l'auraient même été, avec un gouvernement Bourassa. D'ailleurs nous avons failli un court moment dépasser les clivages partisans quand Parizeau a tendu la main à Bourassa et que ce dernier s'est défilé.

C'est pourquoi, seule peut nous sortir du déclin tranquille une grande mobilisation extérieure aux gouvernements et aux partis. C'est pourquoi nous avons besoin de tous les vétérans, non pour gouverner la province, mais pour animer le débat, briser le silence médiatique et réveiller le Québec assoupi dans la soumission.

IDÉES

Exporter de l'eau en vrac

Un rêve pour économistes et ingénieurs

FRÉDÉRIC JULIEN

Docteur en science politique et membre du Laboratoire d'études et de recherches en sciences sociales sur l'eau (LERSS-eau) à l'Université d'Ottawa

L'Institut économique de Montréal (IEDM), et au premier chef F. Pierre Gingras, proposent d'exporter en vrac de l'eau québécoise sur une base commerciale (Le Devoir, 16 juillet 2009). L'idée n'est pas nouvelle, mais M. Gingras insiste pour que l'on considère la variante qu'il expose «avec objectivité et ouverture d'esprit». Soit. Le projet complexe Eau du Nord consisterait à proposer aux États-Unis d'augmenter leurs ponctions dans les Grands Lacs, moyennant rétribution, et à compenser la baisse de débit que subirait alors le Saint-Laurent par la dérivation partielle de cours d'eau nordiques via la rivière des Outaouais.

Selon M. Gingras, avant même d'enranger les profits de la vente de leur «part» de l'eau des Grands Lacs, les Québécois pourraient rentabiliser le projet par la hausse de la production hydroélectrique sur la rivière des Outaouais et éviter tout gâchis écologique en limitant les dérives aux supposés «surplus d'eau» du Nord. A priori plus modeste et réaliste que ses pharaoniques prédécesseurs, ce nouveau projet d'exportation d'eau vers les États-Unis n'en repose pas moins sur la même logique économique et écologique douteuse.

Le doute

En effet, bien que certains aux États-Unis crient à la pénurie depuis les années 1960, il n'y a pas là-bas de marchés sérieux pour l'eau du Québec. Dans l'ensemble, nos voisins du Sud sont tout à fait capables d'alimenter leur économie avec leurs propres ressources, renouvelables et comparables à celles du Canada.

En fait, après avoir atteint un sommet autour de 1980, les prélèvements d'eau aux États-Unis ont depuis diminué et semblent vouloir se stabiliser. S'ils ne s'effectuent toujours pas à un rythme durable, ils ne justifient pas par autant l'importation massive d'une eau plus coûteuse que la poursuite des programmes d'augmentation de l'offre domestique (recyclage, dessalement dont le prix chute) et de contrôle de la demande.

Quand on sait qu'aux États-Unis on utilise deux ou trois fois plus d'eau par personne qu'en Europe pour un niveau de vie semblable, on comprend le potentiel de tels programmes! A partir du moment où il n'y a pas d'acheteurs sérieux pour l'eau québécoise, mieux vaut choisir nos projets hydroélectriques en fonction de leurs mérites propres ou investir autrement nos milliards.

Vision archaïque

Quant à la notion de «surplus d'eau» au Québec, il s'agit là d'une conception anthropocentrique de la nature aujourd'hui dépassée. Il est faux de dire que les eaux douces des rivières qui échappent aux humains «se perdent dans l'eau salée». Cette vision archaïque qui réduit une rivière sauvage au rang de ressource gaspillée fait l'impasse sur les usages qu'en font les autres espèces. La circulation de l'eau, assimilable au sang de la Terre, soutient la biodiversité et est au cœur de la vitalité des écosystèmes, auxquels elle est imbriquée de manière complexe.

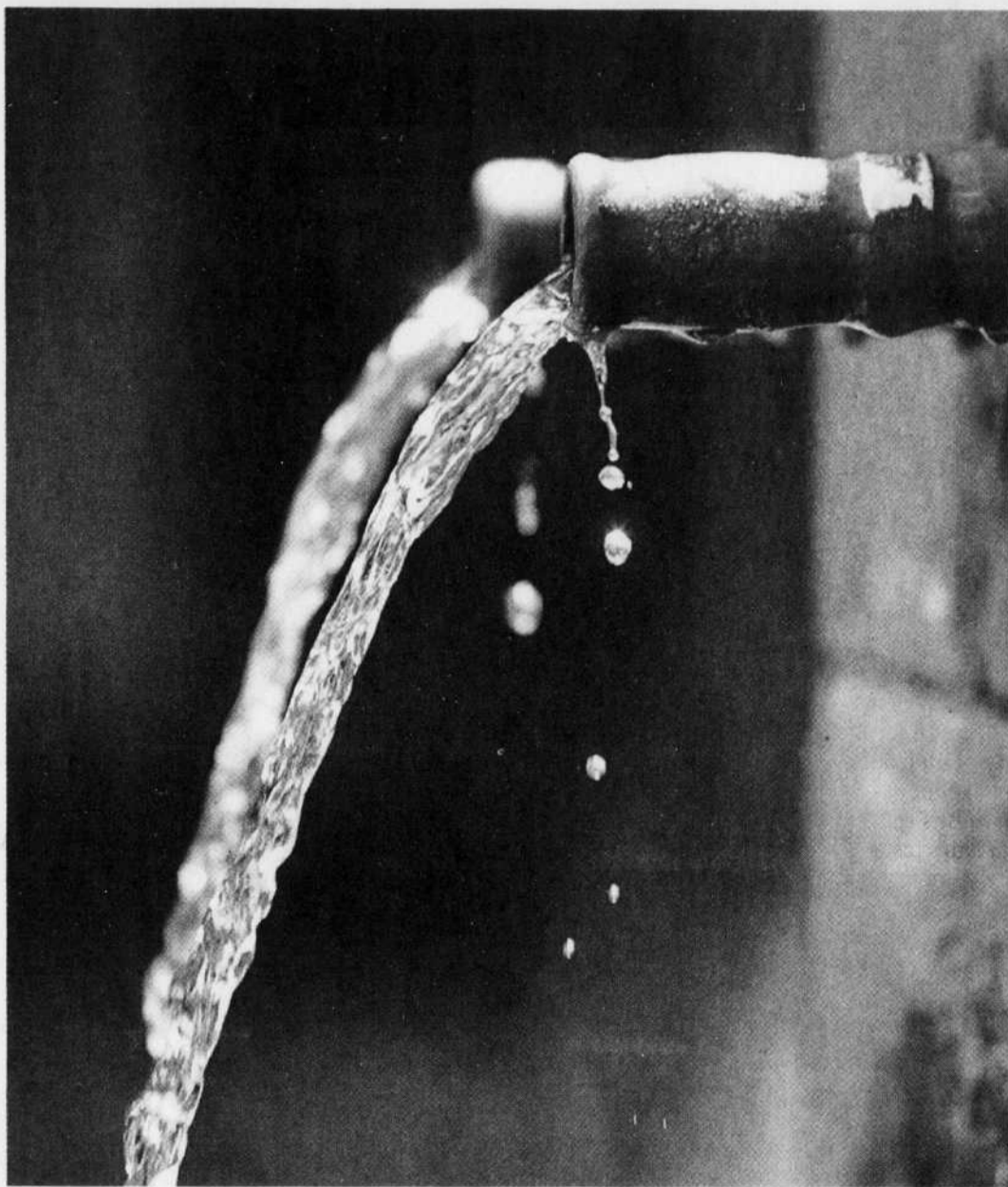
C'est ce qu'ont découvert les pêcheurs égyptiens après avoir érigé le barrage d'Assouan qui, en retenant trop de nutriments, a causé une forte baisse des prises dans le delta du Nil, loin en aval. Ceci ne veut pas dire que toute altération humaine d'un cours d'eau est condamnable, loin de là! Seulement, ces altérations ne sont pas sans conséquence et doivent donc être justifiées autrement que par le seul appât du gain, nécessairement sans fin. Il est aberrant de lire que M. Gingras se désole du fait que nos politiques gouvernementales «se concentrent sur une restriction de l'usage de l'eau»!

Au-delà de l'économie et de l'écologie

D'ailleurs, il est frappant de constater à quel point la réflexion de M. Gingras (et de l'IEDM) se limite à des considérations financières et techniques. Comme si la décision d'exporter de l'eau se réduisait à une analyse comptable! Que penser des conséquences légales du fait d'enclencher le commerce international de l'eau? Le Canada a pourtant conclu un accord de libre-échange avec les États-Unis en vertu duquel une fois ouverte la boîte de Pandore de l'exportation d'eau en vrac, il pourrait s'avérer ardu de limiter l'accès au «produit». Ce problème potentiel de souveraineté a d'ailleurs pesé lourd dans l'élaboration de la récente stratégie anti-exportation du gouvernement canadien.

Plus fondamentalement, on peut se demander si encourager la marchandisation d'un nouveau pan de notre patrimoine collectif est une bonne chose. De plus en plus de décisions autrefois prises en société sont aujourd'hui abandonnées aux mécanismes du marché. Est-ce le sort que l'on souhaite également pour l'eau? La question mérite à tout le moins d'être posée au vu de l'importance de l'eau pour l'identité tant québécoise que canadienne.

Ainsi, un récent sondage Nanos révélait que la



La circulation de l'eau, assimilable au sang de la Terre, soutient la biodiversité et est au cœur de la vitalité des écosystèmes, auxquels elle est imbriquée de manière complexe.

majorité des Québécois et des Canadiens considèrent l'eau comme la ressource naturelle la plus importante du pays, loin devant le pétrole et le gaz naturel. Comment expliquer cela par rapport à la place unique qu'occupent le pétrole et le gaz dans notre économie? Dans le même sens, tandis que le Canada est le principal fournisseur de pétrole et de gaz des États-Unis, à la fin de 2004 un sondage EKOS rapportait que près de 66 % des Canadiens s'oppo-

saient à ajouter l'eau à ce commerce. Au surplus, les Canadiens classent l'interdiction de l'exportation d'eau en vrac comme la deuxième priorité gouvernementale à privilégier en matière de gestion de l'eau (voir le numéro courant d'*Options politiques*).

En définitive, malgré son nouvel habillage façon IEDM, la vieille idée de faire des Québécois des «Arabes de l'eau» demeure un rêve pour économistes et ingénieurs.

Eau : un équilibre à rétablir

KAZIMIR OLECHNOWICZ

Président-directeur général de CIMA+

Le débat sur l'exportation de l'eau soulevé la semaine dernière par l'Institut économique de Montréal (IEDM) devrait intéresser quiconque est préoccupé par l'avenir économique du Québec. En effet, que l'on soit ou non d'accord avec le projet spécifique de l'Eau du Nord proposé par l'ingénieur F. Pierre Gingras, la prochaine grande richesse à exploiter au Québec sera l'eau. Pas simplement l'eau en tant que force hydraulique permettant de produire de l'énergie, comme on s'en sert depuis plusieurs décennies, mais bien l'eau en tant que substance à consommer et à utiliser.

On a beau vouloir se fermer les yeux et prétendre que l'eau est un patrimoine sacré auquel il ne faut pas toucher, les pressions vont aller en augmentant et ce débat aura inévitablement lieu.

Valeur de l'eau

En effet, la plupart des études qui se penchent sur l'impact du réchauffement planétaire prédisent que les précipitations de pluie et de neige vont probablement s'accroître dans le nord du continent, alors qu'elles vont diminuer dans le sud. L'eau du Nord, pour reprendre le titre du projet de M. Gingras, va donc devenir relativement de plus en plus abondante et prendre de la valeur.

Pendant ce temps, les populations du sud — et pas seulement nos voisins américains, qui ont les moyens de développer des solutions de remplacement, mais aussi des populations très pauvres et vulnérables du Tiers Monde — vont être de plus en plus touchées par le «stress hydrique», pour reprendre le jargon courant. C'est-à-dire que la demande pour l'eau dépassera les ressources disponibles.

Allons-nous simplement nous croiser les bras, nous asseoir sur nos gigantesques ressources et dire aux habitants du reste du monde de se débrouiller avec ce qu'ils ont? Et ce faisant, laisser passer une gigantesque occasion de profiter de cette ressource naturelle dont nous sommes si bien pourvus? Est-ce la solidarité planétaire qu'on veut mettre de l'avant?

Les pluies abondantes des dernières semaines,

qui ont gâché les vacances de bien des gens, ne devraient pas nous faire oublier que le problème nous touche aussi. Le niveau des Grands Lacs par exemple baisse depuis plusieurs années sans qu'on sache trop pourquoi. Et les changements climatiques risquent d'aggraver cette situation, ce qui aura inévitablement des répercussions sur le Saint-Laurent.

Que préfère-t-on? Subir les effets écologiques, économiques et humains d'une baisse des débits chez nous, ou bien utiliser les surplus d'eau qui vont s'accumuler au nord — avec, bien sûr, toutes les précautions nécessaires pour limiter l'impact sur l'environnement — pour compenser cette baisse?

Certaines personnes préoccupées par l'environnement souhaitent garder le sujet tabou par peur de briser un équilibre naturel qui serait inhérent à la situation qui prévaut aujourd'hui. Elles devraient comprendre qu'au contraire il ne s'agit pas de briser un équilibre, mais de contribuer à le refaire.

Rétablir l'équilibre

Qu'on le veuille ou non, l'être humain fait partie de la nature. La demande des humains pour l'eau va surtout augmenter dans le sud. Les changements climatiques — qu'ils soient ou non principalement une conséquence de l'activité humaine — vont quant à eux probablement diminuer la quantité d'eau disponible au sud et l'accroître dans le nord. Ces surplus d'eau vont simplement se jeter dans la baie James et en fin de compte dans la mer, alors qu'on craint justement une hausse du niveau des mers.

Pourquoi ne pas chercher des façons de profiter de cette situation en rétablissant au moins partiellement l'équilibre? On pourrait soutenir que c'est la position la plus écologique à adopter, bien plus que celle qui propose de ne rien faire.

Il existe de nombreuses façons de tirer profit des ressources hydriques abondantes du Nord, celle mise de l'avant par l'IEDM et l'ingénieur F. Pierre Gingras étant une parmi bien d'autres. L'important est d'ouvrir le débat et d'au moins considérer la possibilité de faire les études pertinentes. Le bien-être et la prospérité futurs des Québécois — mais aussi de nombreuses autres populations — pourraient bien dépendre de ce que nous déciderons de faire à cet égard.

Lutte contre l'obésité

L'importance d'investir dans la prévention

SUZIE PELLERIN

Directrice de la Coalition québécoise sur la problématique du poids

À la fin des derniers jours, deux annonces importantes ont marqué les activités du ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec concernant la problématique du surpoids. D'une part, le lancement d'un cadre de référence visant à soutenir les établissements du réseau de la santé et des services sociaux dans l'adoption d'une politique alimentaire pour éliminer la malbouffe de leurs menus et proposer des choix santé à leurs différentes clientèles. Une initiative inspirante dont la Coalition Poids se réjouit. D'autre part, un investissement majeur de 29 millions pour le traitement de l'obésité morbide, qui a pour objectif d'effectuer de plus en plus de chirurgies bariatriques au cours des prochaines années.

Or, ces deux annonces consécutives ne sont pas anodines: elles dénotent le véritable dilemme des décideurs en matière de lutte contre l'obésité et de promotion des saines habitudes de vie. Ce dilemme consiste à trouver le juste équilibre dans l'allocation des ressources entre le soutien à apporter aux personnes obèses et les investissements nécessaires dans la prévention de l'obésité.

Solution ultime

Évidemment, nul ne saurait s'opposer à ce qu'on améliore la qualité de vie des personnes souffrant d'obésité morbide. La chirurgie bariatrique est une solution qui peut s'avérer nécessaire dans certains cas, mais il s'agit d'une solution ultime et coûteuse qui ne saurait être vue comme une intervention porteuse, dans le sens des saines habitudes de vie.

L'épidémie d'obésité que nous connaissons actuellement entraîne la prolifération de maladies chroniques graves, dont le traitement entraîne des coûts considérables pour la santé qui amputeront bientôt une part importante du financement de l'État consacré aux autres secteurs.

Dans le cadre de référence contenant les orientations en matière d'alimentation pour les établissements de santé, on peut d'ailleurs y lire que «au Canada, une réduction de la consommation de sel de 4,6 grammes [...] au sein de la population réduirait la prévalence de l'hypertension de 30 % et de près de 60 % les coûts associés au traitement. Cela représenterait des économies se chiffrant à 430 millions par année en médicaments, en consultations médicales et en tests de laboratoire» (ministère de la Santé et des Services sociaux, *Miser sur une saine alimentation: une question de qualité*, 2009).

Virage santé

L'expérience a maintes fois démontré que le succès de l'implantation d'une politique alimentaire demande de la planification et de la gestion du changement (qu'on pense seulement à l'implantation de la nouvelle politique alimentaire dans les écoles). Voilà le volet qui manque cruellement à la politique rendue publique la semaine dernière.

La Coalition Poids ne peut qu'être préoccupée par le fait que les établissements de santé ne disposent d'aucune ressource supplémentaire pour prendre en charge de telles responsabilités (adoption d'une politique alimentaire adaptée aux réalités locales et aux besoins des clientèles, formation du personnel en conséquence). Pour offrir des repas et des collations de qualité et de haute valeur nutritive, favoriser leur accessibilité physique et économique et assurer le développement des compétences du personnel, les établissements auront besoin de l'appui financier du ministère.

Saines habitudes de vie

Cet appui n'est pas qu'une simple dépense supplémentaire: il s'agit d'un investissement majeur au sein d'un réseau qui sert plus de 89 millions de repas par année et qui emploie près de 10 % de la main-d'œuvre québécoise.

L'adoption de saines habitudes de vie est d'ailleurs à même de répondre à l'une de nos grandes préoccupations de société, soit la contention des coûts du système de santé. Le soutien financier aux établissements ne représente qu'une fraction infinitésimale des coûts associés à la mauvaise alimentation, et nous ne pouvons qu'encourager le gouvernement à offrir ce soutien sans tarder.

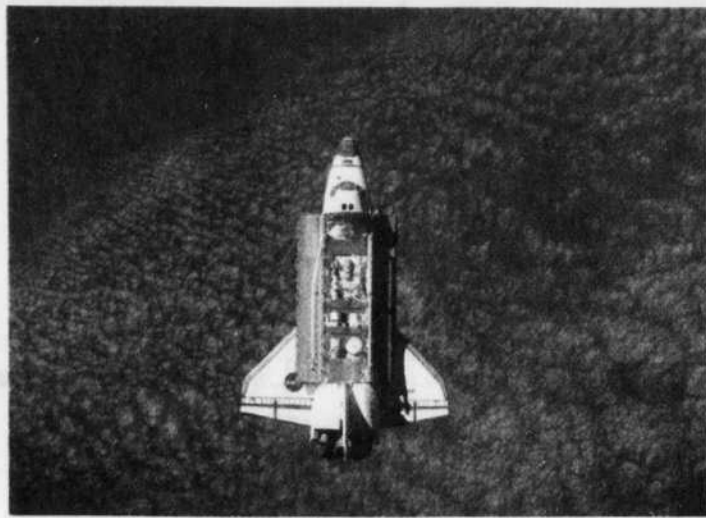


L'épidémie d'obésité entraîne la prolifération de maladies chroniques graves, dont le traitement entraîne des coûts considérables pour la santé.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine : Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Marie-Anne Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Stéphane Baillargeon (général), Clairendrée Cauchy (éducation), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise (consommation), Jean Dion (sports), Louis-Gilles Francoeur (environnement), Pauline Gravel (sciences), Brian Myles (justice et faits de société), Louise-Madeleine Rioux Soucy (santé), Alexandre Shields (général), Philippe Papineau (pupitre), information politique : Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Alec Castonguay (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque (reporter), information culturelle : Michel Bélar (théâtre et cahier Culture), Guillaume Bourgault-Côté (reporter), Paul Cauchon (médias), Frédérique Doyon (reporter), Caroline Montpetit (livres), Isabelle Paré (reporter), Odile Tremblay (cinéma), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Julie Carpentier (pupitre), information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), François Desjardins (reporter), Eric Desrosiers (reporter), Claude Turcotte (reporter), Dominique Remy (pupitre), information internationale : Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque (reporter), Jean-Benoît Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives), Diane Précourt (responsable des pages thématiques), Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes), Michel Garneau (cartooniste), Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correctrices), Benoit Munger (responsable du site Internet), Émilie Folle-Bolin et Vincent Cauchy (commis Internet), Amélie Gaudreau (secrétaire à la rédaction), Jean-Jacques Coulombe et Étienne Plamondon-Emond (commis à la rédaction), DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montreal), Olivier Spéziel (Québec), Monique Bherer (Ottawa), PUBLICITÉ Julie Chrétien (directrice adjointe), Amélie Bessette, Jean de Billy, Jennifer Boly-Demers, Jean-François Bossé, Manon Bolland, Marlene Côté, Richard Douangnala, Amélie Maltais, Claire Paquet, Élyssa Porlier, Chantal Rainville, Isabelle Sanchez, Nadia Sebati (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire), PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Olivier Zaida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemaits, INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur Web), Hansel Matthews (technicien informatique), PROMOTION, DISTRIBUTION ET TRIVAGE Caroline Simard (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois, Jean-Robert Divers (responsable promotion), ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Belliveau (adjointe administrative), Céline Furoy, Ghislaine Latour, Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

ACTUALITÉS



La navette Endeavour photographiée lors de ses manœuvres pour s'arrimer à la Station spatiale.

ASTRONAUTES

SUITE DE LA PAGE 1

Nous nous sommes servis de deux bras canadiens, c'est une grande fierté», a raconté Mme Payette. L'équipage a aussi dû régler un problème urgent: une des deux toilettes ne fonctionnait plus depuis dimanche matin et deux astronautes ont commencé à remplacer des pièces défectueuses. La Nasa espère régler rapidement ce problème jugé pour le moment sans conséquence. Mais si c'est désagréable sur Terre, imaginez dans un habitacle hébergeant 13 personnes en orbite à 400 km de la planète...

Robert Thirsk tient à rassurer la Terre sur le sort de l'équipage: tout devrait être réparé aujourd'hui. «Ils avaient les pièces de rechange en réserve», a indiqué à l'AFP Kylie Clem, une porte-parole du Centre spatial Johnson, à Houston.

Les toilettes principales sont reliées au système de recyclage de l'eau de la station. En revanche, la Nasa limite l'utilisation des toilettes de la navette, car il n'est pas possible d'en rejeter les eaux usées à l'extérieur de crainte de contaminer la nouvelle plateforme réservée aux expériences scientifiques.

Cette plateforme a été installée samedi devant le laboratoire spatial Kibo lors d'une des cinq sorties dans l'espace prévues. Elle servira à des expériences qui doivent être effectuées dans le vide spatial.

Une station méconnaissable

Julie Payette a visité la station à ses débuts, en 1999. Son premier et seul autre vol. L'habitacle a connu depuis une évolution «incomparable». De laboratoire inhabité et en construction, c'est devenu une «véritable maison», souligne-t-elle. «À l'approche [de la navette Endeavour], c'était vraiment impressionnant. C'est maintenant grand comme deux terrains de football!»

«Si vous aimez le camping, vous

aimeriez séjourner ici», soutient Robert Thirsk, arrivé à la station il y a un mois à bord de la fusée russe Soyouz. Il est le premier Canadien à séjourner six mois dans l'espace. «C'est rustique, tu n'as pas vraiment d'intimité, mais ça va: c'est quand même aussi grand qu'un avion 747.» Une question toute relative: en sortant de l'espace restreint de la fusée Endeavour, «grand comme une salle de bain normale», Julie Payette a trouvé la station plutôt grande. «J'ai même mon coin à moi dans le module japonais», se réjouit l'astronaute alors que ses cheveux lui font une crinière dont le secret tient certainement à l'apesanteur.

Aujourd'hui, l'équipe — plus nombreuse que jamais — fêtera le 40e anniversaire de la conquête lunaire. «On va faire un souper communautaire, même si ce n'est pas facile de réunir 13 personnes dans un des petits modules», confirme celle qui a été inspirée par les missions Apollo. Trop jeune pour se souvenir de ce mytique premier pas, elle a suivi avec passion les missions subséquentes. Son acolyte Bob Thirsk avait huit ans à l'époque. «J'ai vu Armstrong et Buzz [Aldrin] et j'ai décidé que je deviendrais astronaute.» «En quarante ans, nous avons progressé de manière spectaculaire», ajoute-t-il en faisant référence au véritable «laboratoire de l'espace» qui l'entoure pendant que sa collègue fait une pirouette pour le bénéfice de l'auditoire terrestre.

«Bon travail, Julie et Bob!», a conclu un standardiste spatial avant de mettre un terme à la vidéoconférence d'une dizaine de minutes. En conclusion, Julie Payette a rappelé que «Vancouver, Calgary, Toronto, Montréal, Québec, la Nouvelle-Écosse... Vu de l'espace, nous avons un extraordinaire pays». Elle a survolé le Canada de nuit samedi soir. L'astronaute québécoise reviendra à la maison le 31 juillet.

Le Devoir
Avec l'AFP

SAMMY

SUITE DE LA PAGE 1

sombre hypnotique idéal pour capter l'attention de son auditoire, que ce soit en Thaïlande, au Qatar, à Dubaï ou même au Théâtre Saint-Denis à Montréal.

Sugar Sammy y était vendredi et samedi dernier, dans un des nombreux Galas présentés dans le cadre du Festival Juste pour rire. «Pour le moment, ma carrière s'est beaucoup développée dans les autres langues, faute de temps. Mais je voulais voir comment mon humour passe en français», reconnaît humblement celui qui vient tout juste d'entrer dans le Top 10 des meilleurs comédiens de la mondialisation (Global Comedian) du *Hollywood Reporter*, un magazine influent dans l'univers industriel du divertissement.

Contre le repli identitaire

Faire rire dans la langue de Molière, Sugar Sammy connaît bien ça, pour avoir éprouvé la chose en 2007. C'était au cœur du même Festival, à l'occasion du Show Raisonnable, assemblage de sketches et d'artistes québécois à l'identitaire composite,

tout comme lui, réunis sur une petite scène pour rire des différences et des tensions du moment. Souvenir: à l'époque, le village d'Hérouxville avait sur le Québec une influence démesurée.

Sur les planches, le comique a fait sensation, en imposant son envergure mais aussi un style cinglant autour d'une question sensible pour lui: le séparatisme. «Il y a deux sortes de Québécois. Il y a les Québécois éduqués, cultivés, bien élevés. Et il y a ceux qui ont voté oui», avait-il lancé, engendrant des «houhou» de circonstance.

La ligne est acerbe. Elle est aussi en parfaite harmonie avec le personnage, qui a exploré ses talents d'animateur de foule à l'école primaire Iona, à l'école secondaire Van Horn (aujourd'hui Lavoie) — «la plus multiethnique de la province», dit-il — ou encore au Collège anglophone Marianopolis. C'est là qu'il vit quotidiennement le Montréal aux mille et un visages, qu'il apprend à ne pas avoir peur de l'autre mais aussi qu'il découvre l'idée que le repli sur soi ne peut pas être un gage de réussite au temps de la mondialisation, estime l'humoriste.

«Ça a été une expérience de vie unique, dit-il. Aujourd'hui, je sais qu'il ne faut pas chercher à nier la mondialisation ou à en avoir peur. Il faut l'accepter, être ouvert à toutes les cultures et les absorber. Cela nous donne des avantages sur le plan personnel, mais aussi dans plein d'autres domaines: la culture, les affaires, la politique.»

En tête de parade

Optimiste de nature, il pense d'ailleurs que les générations montantes au Québec devraient de plus en plus porter ce message d'ouverture à l'avenir, en raison, entre autres, de leur rapport changeant au monde et aux médias. «Je suis fasciné. Les jeunes aujourd'hui consomment de la culture qui vient de partout, mais n'en demeurent pas moins ancrés dans la réalité du Québec, dit-il. Le Québec, en étant au confluent de plusieurs influences culturelles, de plusieurs langues, a quelque chose d'unique, et si on s'en sert bien, on va pouvoir facilement se placer en tête de parade.»

Cette tête, Sugar Sammy, élu «humoriste le plus drôle» trois années de suite par les lecteurs de l'hebdo montréalais *Mirror*, ne devrait d'ailleurs

pas tarder, personnellement et artistiquement, à l'atteindre, au rythme de ses nombreux voyages et animations de spectacles de plus en plus importants. Hier soir, par exemple, il était à Toronto pour y animer le Hinglish Show, un spectacle d'humour 100 % en hindi capté également pour télédiffusion en Inde, où il doit se produire dans des salles de 2000 places en septembre prochain.

«Je n'ai pas de plan de carrière spécifique, résume l'artiste. Je ne cours pas après les tapis rouges, les prix et le succès. Je fais les choses morceau par morceau, en m'amusant, c'est tout. Quand on essaye de faire des plans, Dieu, généralement, rigole de nous.» Peut-être. Et pour conjurer ce sort, Sugar Sammy cherche désormais à rire du monde, de lui et de son époque, qu'il vit de l'intérieur avec un regard forcé dans la marge, et ce, dans le plus de langues possible.

«Dans quelques semaines, je vais avoir un mois de congé. J'ai acheté des CD-Rom pour apprendre l'espagnol et l'arabe. J'aimerais bien faire rire dans ces deux langues aussi.»

Le Devoir

KANDINSKY

SUITE DE LA PAGE 1

Ces hommes à cheval, on les retrouvera régulièrement dans l'œuvre de Kandinsky. Le peintre les a d'ailleurs rencontrés à Vologda, où vit la tribu nomade des Komis.

C'est à Munich, où il part étudier, que Kandinsky va progressivement se libérer de l'objet. Pour lui, la peinture a plus à voir avec la musique qu'avec la représentation. Difficile de distinguer le moment véritable de la rupture. Il s'agit plutôt d'une lente évolution, dont la rétrospective du Centre Pompidou nous permet de suivre tous les méandres grâce à des toiles d'une qualité exceptionnelle. Selon le commissaire Christian Derouet, Kandinsky ne cherche pas tant à fonder l'abstraction qu'à se libérer de la ressemblance, du sujet et de la figuration. «Lui, il privilégie au contraire le paysage, dit-il. Puis il privilégie le mouvement.» Ainsi, le peintre décolle son sujet des bords de la toile, comme pour le libérer du cadre. Il donne aussi une direction au tableau, comme si celui-ci allait s'envoler.

La richesse des chefs-d'œuvre présentés par le Centre Pompidou permet d'assister en direct à l'accouchement progressif de ce que les experts considèrent comme la première toile abstraite du peintre, *Peinture avec un cercle*. Cette toile n'est cependant que la partie d'un tout qui se perd au milieu d'une période très intense de travail marquée par la série des *Improvisations* et des *Impressions*, où l'on sent clairement que Kandinsky cherche un nouveau langage.

Un parcours européen

Réalisée à partir des trois principaux fonds Kandinsky, qui se trouvent au Centre Pompidou de Paris, à la Städtische Galerie im Lenbachhaus de Munich et au Guggenheim Museum de New York, la rétrospective met aussi l'accent sur les errements successifs auxquels sera acculé le peintre. Lors de l'éclatement de la Première Guerre mondiale, ce citoyen russe est forcé de rentrer chez lui. Ce retour est mal vécu par Kandinsky, qui ne peint pratiquement pas pendant un an. Il tente ensuite de participer aux remises en question qui sui-



Der Blaue Berg (La Montagne bleue), 1908-1909, don de la Solomon R. Guggenheim Founding Collection au Solomon R. Guggenheim Museum de New York.

vent la révolution russe, en s'occupant notamment de l'enseignement de l'art.

Ses toiles font place pour la première fois à des tons plus sombres. Il faut dire que Kandinsky ne se sent pas chez lui en URSS. Les avant-gardes russes ne le trouvent pas assez radical. Ils n'apprécient guère son lyrisme «bourgeois» et ses symphonies de couleurs, qui riment avec le constructivisme à la mode. Kandinsky doit à nouveau s'exiler. Commence alors la période durant laquelle il enseigne à l'école du Bauhaus, à Weimar, en Allemagne. On voit peu à peu apparaître les formes géométriques qu'il avait longtemps rejetées et auxquelles de grandes

constellations donnent le ton d'une recherche spirituelle.

Cette fois, c'est la montée du nazisme qui chassera Kandinsky, l'obligeant à se réfugier à Paris. Signe de ces temps difficiles pour la liberté de penser, le peintre s'attire tout à la fois les foudres de l'Allemagne nazie, qui qualifie son œuvre d'«art dégénéré», et de l'URSS, où l'on décroche ses toiles des musées.

Réfugié en France, Kandinsky va progressivement laisser s'exprimer en lui une nouvelle sérénité. Ses toiles adoptent des couleurs plus tendres, dans lesquelles évoluent d'étranges figures qui semblent vues sous l'œil d'un microscope.

Rien n'a été oublié dans cette

rétrospective impressionnante qui offre notamment au visiteur une étonnante collection de dessins que Kandinsky a réalisés en Russie d'octobre 1917 à juin 1919. Ces dessins ont été redécouverts en 1981, lorsque Nina Kandinsky a légué sa collection au Centre Pompidou. Une salle entière est aussi consacrée aux nombreuses illustrations de livres qu'a réalisées le peintre.

On sort du Centre Pompidou avec une meilleure idée de l'importance du père de l'abstraction, mais aussi des grands débats qui ont déchiré l'Europe pendant la première moitié du XX^e siècle.

Correspondant du Devoir à Paris

EN BREF

Décès de l'écrivain Frank McCourt

New York — L'écrivain américano-irlandais Frank McCourt, auteur du livre *Angela's Ashes*, récit de son enfance miséreuse dans l'Irlande des années 30 qui lui valut le Prix Pulitzer, est décédé à New York à l'âge de 78 ans, a annoncé hier le quotidien *New York Times*. Selon le quotidien, l'écrivain est décédé d'un mélanome métastatique. Ancien enseignant, McCourt était devenu un phénomène littéraire aux États-Unis avec son premier ouvrage, *Angela's Ashes (Les Cendres d'Angela)*, écrit à l'âge de 66 ans. Il y racontait, avec drôlerie et verve, son enfance miséreuse, marquée par la malnutrition et les rats, dans la ville irlandaise de Limerick, entre un père alcoolique qui finira par abandonner sa famille et une mère contrain-

te de mendier pour nourrir avec difficulté ses enfants. Ce livre, Prix Pulitzer 1997, a été vendu à cinq millions d'exemplaires aux États-Unis et traduit en 24 langues. Un film, réalisé en 1999 par Alan Parker, en a été tiré. McCourt, qui fut enseignant pendant plus de 20 ans, est né en 1930 à Brooklyn, un quartier de New York, dans une famille nombreuse irlandaise catholique. Privés de travail par la Grande Dépression, ses parents retournent en Irlande en 1934, mais leur situation empire. Il revient à 19 ans à New York, où il fera divers petits métiers, avant de devenir enseignant en 1959. Son second ouvrage *Tis (C'est comment l'Amérique?)*, paru en 1999, renaît le récit de son parcours là où le premier l'avait laissé. En 2005, il publiait *Teacher Man* sur son expérience en tant qu'enseignant dans le système scolaire new-yorkais. — AFP

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514-985-3333

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courriel redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courriel avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7539

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390